

SEANCES DU MERCREDI 29 FEVRIER 1984
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 29 FEBRUARI 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1492.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif aux soldes et aux charges du passé des communautés et des régions et aux secteurs économiques nationaux.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Dehousse, Van In, Lallemand, Van Ooteghem, Seeuws, Luyten, M. le Président, M. Egelméers (*rappel au règlement*), M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, M. J. Wathélet, p. 1492.

Discussion des articles:

A l'article 1^{er}: *Orateurs*: Mme N. Maes, MM. Seeuws, Goossens, Van In, Dehousse, Van Ooteghem, M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, p. 1504.A l'article 2: *Orateurs*: MM. Van Ooteghem, Dehousse, M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, p. 1510.A l'article 3: *Orateurs*: MM. Van Ooteghem, Dehousse, M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, p. 1512.

PROJET DE LOI (Dépôt):

Page 1513.

Le gouvernement. — Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1983-1984
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1983-1984

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1492.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de gemeenschappen en de gewesten en de nationale economische sectoren.

Algemene bespreking (voorzetting). — *Sprekers*: de heren Dehousse, Van In, Lallemand, Van Ooteghem, Seeuws, Luyten, de Voorzitter, de heer Egelméers (*beroep op het règlement*), de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, de heer J. Wathélet, blz. 1492.

Beraadslaging over de artikelen:

Bij artikel 1: *Sprekers*: mevrouw N. Maes, de heren Seeuws, Goossens, Van In, Dehousse, Van Ooteghem, de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 1504.Bij artikel 2: *Sprekers*: de heren Van Ooteghem, Dehousse, de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, blz. 1510.Bij artikel 3: *Sprekers*: de heren Van Ooteghem, Dehousse, de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, blz. 1512.

ONTWERP VAN WET (Indiening):

Bladzijde 1513.

De regering. — Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Coen, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Coen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

Mme Pétry, M. Wyninckx, pour raison de santé; Mme Van Puymbroeck et M. Th. Toussaint, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Pétry, de heer Wyninckx, om gezondheidsredenen; mevrouw Van Puymbroeck en de heer Th. Toussaint, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving

PROJET DE LOI RELATIF AUX SOLDES ET AUX CHARGES DU
PASSE DES COMMUNAUTÉS ET DES RÉGIONS ET AUX SEC-
TEURS ÉCONOMIQUES NATIONAUX

Reprise de la discussion générale et examen des articles

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE SALDI EN DE LASTEN
VAN HET VERLEDEN VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE
GEWESTEN EN DE NATIONALE ECONOMISCHE SECTOREN

*Hervatting van de algemene beraadslaging en
bespreking van de artikelen*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi relatif aux soldes et aux charges du passé des communautés et des régions et aux secteurs économiques nationaux.

Wij hervatten de algemene behandeling van het ontwerp van wet betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de gemeenschappen en de gewesten en de nationale economische sectoren.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, chers collègues, j'ai écouté avec attention les réponses que le gouvernement a bien voulu, et je l'en remercie, apporter ce matin. Sans ambages, je tiens à dire que, sur un certain nombre de points, elles méritent certainement d'être soulevées, même si elles ne sont pas de nature — j'en indiquerai dans un instant les raisons — à modifier fondamentalement notre position.

La réponse donnée par M. Dehaene ne manquait pas d'intérêt. Elle s'est fait l'écho d'un certain nombre de précisions, déjà formulées en commission. A l'époque, M. Dehaene et moi avions largement dialogué

sur ces points. Dès lors, pour ne pas abuser du temps de cette assemblée, je ne m'étendrai pas davantage à ce propos.

A M. Eyskens, qui est absent en ce moment, je poserai volontiers quelques questions. Je me propose d'y revenir à la fin de cette intervention.

Par rapport aux travaux de la commission, c'est l'exposé de M. Gol qui est le plus neuf. Comme quoi il peut être avantageux de compter au banc du gouvernement des ministres francophones, non pas que les ministres Dehaene et Eyskens n'aient pu nous fournir des réponses intéressantes, mais parce qu'en raison d'une sensibilité particulière, M. Gol est peut-être plus à même de percevoir les inquiétudes qui nous animent face à un certain avenir, pour ne pas dire un avenir certain.

De l'exposé de M. Gol je retiendrai en premier lieu son analyse, que je partage, des problèmes actuels et futurs de la sidérurgie, analyse d'ailleurs conforme à celle de mon parti.

Le diagnostic étant posé, le problème reste toutefois de prescrire le remède.

Comme l'indiquait le Vice-Premier ministre, la sidérurgie, tant au niveau européen qu'international, connaît des difficultés. Il ne le dissimule pas, et nous devons lui en savoir gré, que ces difficultés ne disparaîtront pas dans les années à venir. Permettez-moi de trouver assez curieux, que devant ces difficultés où à cause d'elles, la responsabilité assumée en 1980 par l'Etat soit aujourd'hui soumise à une pression et ait tendance à se traduire — c'est apparu dans le discours du Vice-Premier ministre — par une transmutation, je ne dirai pas au profit, mais à charge des régions. Il y a donc une espèce de fuite de l'Etat devant ses responsabilités, fuite qui est aggravée au vu du tableau que nous dresse le Vice-Premier ministre.

Vous nous dites, avec raison, monsieur le Vice-Premier ministre, que nous devons nous spécialiser dans la production de produits de qualité. Le groupe socialiste n'en doute pas, mais où sont les réponses aux questions précises que nous avons posées?

Bien sûr, il faut une spécialisation et des produits de qualité. Aussi bien, les accords de Val-Duchesse donnent à Sidmar la vocation unique en Belgique d'usine intégrée et omnivalente. Ainsi donc, par rapport à cette spécialisation, des assurances sont prises en ce qui concerne Sidmar par les négociateurs gouvernementaux. Je n'aperçois pas que les mêmes assurances soient données ni à Cockerill-Sambre ni à la sidérurgie wallonne.

Pour que le discours ne reste pas général, considérons les 6 milliards destinés au froid, dont nous savons qu'ils ont été généreusement attribués pour alimenter les cash drains de Cockerill-Sambre. Nous avons appris en commission, je le répète en passant, que, s'ils étaient reconstituables, ils le seraient régionalement, c'est ce qu'a dit M. Eyskens.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Oui, puisqu'ils ont financé des besoins régionalement imputables.

M. Dehousse. — C'est ce que je vous dis et ce que j'appelle la fuite de l'Etat devant ses responsabilités.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Non, il s'agit de 6 milliards nationaux qu'on utilise pour couvrir des besoins régionalement imputables.

Lorsqu'on disposera des moyens régionalement imputables, on reconstituera l'enveloppe nationale. Il ne s'agit que d'un préfinancement. Il n'y a aucune modification du contenu ni des 27 milliards régionaux ni des 6 milliards nationaux.

M. Dehousse. — Je veux espérer, contre tout espoir, que vous arriverez à convaincre sur ce point votre collègue des Affaires économiques.

Mais ce dernier a été formel à plusieurs reprises en commission: les 6 milliards du froid sont reconstituables, a-t-il dit, mais régionalement, comme Boëlinvest est reconstituable, mais régionalement. Compte tenu des déclarations répétées du ministre des Affaires économiques, vous n'avez donc pas dissipé l'ambiguïté qui plane sur la destination des 27 milliards dont j'ai déjà dit que nous devrions en outre assumer les charges.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur Dehousse, vous me prêtez — à supposer que vous les ayez — 6 milliards. Avec quel argent puis-je vous les rendre? Avec le mien, pas avec le vôtre!

M. Dehousse. — J'entends bien la logique de l'opération. Mais ne niez pas alors qu'il y ait une fuite de l'Etat devant ses responsabilités. Il existe une logique qui s'impose à tout le monde.

Vous avez parlé avec raison du fait que la saignée sociale — c'est l'expression que vous avez employée — qui se produit dans d'autres pays que le nôtre et M. Eyskens, embrayant sur cette idée, nous a dit que le gouvernement avait tellement bien négocié — on n'est jamais si bien servi que par soi-même — que les choses sont dans le meilleur état possible.

Monsieur le ministre, vous avez évoqué la réduction de deux tiers des effectifs dans la sidérurgie en France, et vous avez estimé que Cockerill-Sambre s'était en somme aligné sur cette norme française. Comme il est curieux que toutes les entreprises, notamment celles du Nord du pays, ne subissent pas de manière égale les effets de cette crise pourtant européenne et mondiale! Par quel privilège divin sont-elles exemptées des efforts demandés aux autres?

Vous avez fait étalage de votre connaissance du dossier, qui est très grande, en comparant les projections de Charlier, de Frère, de Nippon Steel, de Vandestrack, du plan Gandois.

Personnellement dans mon intervention, ni ailleurs, je ne suis pas entré en guerre contre les perspectives de M. Gandois, mais contre leurs conséquences, ce qui n'est pas la même chose.

Car les conséquences ne sont pas déterminées par M. Gandois; c'est vous qui invitez le Parlement à les déterminer. Si vous vous en tenez vraiment aux perspectives du plan Gandois et si celles-ci sont valables, pourquoi est-on déjà en train, notamment à Châtelineau, d'accélérer la fermeture de certains outils, dont la chaîne de déroulage D 16? Il doit bien y avoir une certaine mouvance dans les projections pour qu'on anticipe ainsi sur un certain nombre de fermetures.

Monsieur le ministre, vous n'avez évidemment pas rencontré l'argument qui était le mien. En effet, M. Eyskens s'estime en droit de venir dire à cette tribune: Nous avons bien négocié, voyez l'importance de l'effort de réduction que consent la «Belgique». Je place le mot Belgique entre guillemets car le dialogue avec M. Califice a fait justement remarquer tout à l'heure qu'il s'agissait essentiellement, en fait, de Cockerill-Sambre; nous y reviendrons.

Mais si la Belgique est à cet égard en troisième place des pays du Marché commun, comme la totalité des réductions sont faites en Wallonie, à coup sûr, la Wallonie décroche la première place dans la Communauté européenne! Il faut en tirer les conclusions par rapport à la réponse qu'a faite M. Eyskens tout à l'heure.

Vous avez répondu à M. Tilquin, monsieur le ministre, que les négociations avec les banques étaient en cours et que vous aviez un bon espoir

de réussite. Je m'en réjouis, de même que mon groupe, mais nous persistons à ne pas comprendre pourquoi le gouvernement a entamé quatre mois de discussions apparemment difficiles avec les banques — et c'est normal — après que son premier geste de gouvernement eut été de libérer les banques de leurs obligations envers la sidérurgie. C'est cette contradiction que nous avons dénoncée et continuerons de dénoncer.

Vous nous aviez promis une direction de l'entreprise, dont vous nous avez précisé ultérieurement qu'elle serait «efficace», dès après le vote du projet. Me référant aux travaux en commission, je constate que M. Eyskens nous avait laissé espérer que des décisions seraient prises à cet égard avant même que le débat ait lieu en séance publique.

Nous enregistrons ce déplacement de l'engagement dans le temps. Très bien! Cela ne fera jamais que la quatrième direction que votre gouvernement aura connue ou installée à Cockerill-Sambre. Je veux espérer qu'elle sera efficace et qu'elle n'aura pas cette apparence de porte-tambour que les différentes directions ont eue jusqu'à présent.

Par ailleurs, j'ai acté avec une attention toute particulière votre intéressante explication sur la liaison, à première vue effectivement curieuse, dans un même projet, du problème des soldes et des charges du passé. D'après votre réponse, vous avez voulu éviter deux compensations supplémentaires et inutiles.

En apparence, c'est parfait, mais examinons cette thèse d'un peu plus près.

La première compensation — je reprends vos propres termes — permet à la Communauté flamande de sortir de ses difficultés financières.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Il en va de même pour la Région wallonne.

M. Dehousse. — Mais les difficultés financières de la Région wallonne ne sont nullement comparables à celles de la Région flamande. Je me permets de vous le faire remarquer, monsieur le ministre. Donc, si vous attendiez une compensation de ce côté-là, la Communauté francophone et la Région wallonne devaient nécessairement en bénéficier.

Ensuite, vous avez prononcé une phrase que j'ai notée avec étonnement parce qu'elle révèle beaucoup de choses; vous avez dit qu'il fallait «permettre à la Région wallonne de régler les problèmes de sa sidérurgie».

Nous sommes toujours dans la démonstration de la démission de l'Etat. Cela signifie que, se trouvant devant un problème de compensation envers la Région wallonne et la Communauté française, la «compensation que l'Etat leur donne est une nouvelle charge; celle de la sidérurgie».

Je conçois très bien qu'au niveau de l'Etat, considéré globalement, cela puisse avoir un effet positif sur la trésorerie, mais le même effet devient négatif sur la trésorerie de la région. Or, cette dernière étant beaucoup plus réduite que celle de l'Etat, l'effet est hors de proportion par rapport à ce qui apparaît, à première vue, dans le texte que nous sommes amenés à voter. Je n'ai cessé de le répéter.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'est le jeu du super-solde. Je ne vois pas où est l'effet sur la trésorerie de la Région wallonne.

M. Dehousse. — Nous allons y venir. Le jeu du super-solde est, en fait, celui du retranchement et de la diminution de la masse des impôts ristournables.

Vous dites que le système doit permettre à la Région wallonne de régler les problèmes de la sidérurgie, alors que nous connaissons le montant qui sera disponible, non pas par extrapolation, monsieur le Vice-Premier ministre, mais simplement parce que le gouvernement a cité des chiffres, qui figurent d'ailleurs en annexe de deux textes différents et qu'il serait intéressant de comparer.

Il s'agit, d'une part, de l'annexe à l'accord du 26 juillet et, d'autre part, de l'annexe à l'envoi, par le gouvernement au Conseil d'Etat, du projet d'arrêté royal numéroté. Dans les deux cas, ces annexes sont chiffrées. Elles ne correspondent d'ailleurs pas, comme je l'ai dit à M. le ministre Dehaene en commission en relevant certaines mouvances qui se sont produites entre juin, juillet et octobre. Ces chiffres ont cependant été communiqués par le gouvernement et je suppose qu'il ne les conteste pas.

Voulez-vous me dire, sur base de ces chiffres, dont je vous ai dit hier qu'ils donnent à penser que la Région wallonne aura un disponible d'un

milliard 200 millions, qui peut même aller jusqu'à un milliard 300 millions, ce qui représente les charges de l'emprunt, comment la Région wallonne pourra régler les problèmes au sujet desquels je vous ai posé, hier, des questions auxquelles vous n'avez pas répondu ?

Que fait-on pour les amortissements, puisqu'on est en train de fermer les outils et que, de ce fait, ces amortissements seront d'autant plus difficiles à réaliser ? Que fait-on pour les investissements nécessaires à la politique de diversification que vous avez mise en évidence ? Que fait-on pour les hauts fourneaux ? Je reposerai ces questions jusqu'au moment où j'aurai obtenu une réponse.

Troisième remarque : votre explication, toute imprécise qu'elle soit pour la Région wallonne, est encore moins précise pour Bruxelles et ne répond pas du tout à la question fondamentale que nous avons soulevée, celle de savoir pourquoi il faut à nouveau, dans ce domaine, faire un sort discriminatoire à Bruxelles. Rien, dans votre exposé, n'a fait la lumière à cet égard.

Je ne reviendrai pas sur votre exégèse des différents avis du Conseil d'Etat. Vous avez dit, vous référant à l'article 7, que lorsque le Conseil d'Etat parlait d'attributions aux régions, il s'agissait d'une erreur. En fait, le gouvernement n'attribue pas de fonds aux régions, mais bien au ministère des Affaires économiques. L'explication est un peu courte après les longues journées de discussions que nous avons eues sur ce point. Vous savez bien qu'en attribuant des fonds au ministère des Affaires économiques, on crée un moyen indirect et unilatéral de financement au bénéfice de la seule Région flamande.

Vous avez dit que les objections du Conseil d'Etat n'ont pas été répétées. Mais vous savez comme moi qu'elles n'ont pas été non plus démenties. Je ne veux pas m'engager sur ce point dans une longue controverse sur le plan politique, et je vous dirai pourquoi, mais je prétends qu'on crée un précédent.

A partir du moment où, à la majorité simple, le Parlement décide de modifier le système instauré lors de la réforme de l'Etat en 1980 — en ce compris implicitement la loi du 8 août 1980, votée à la majorité qualifiée —, il faut mesurer combien le même raisonnement peut prévaloir dans d'autres domaines que celui des secteurs nationaux.

A cet égard, je cerne bien les contours de votre raisonnement. Vous avez comparé, implicitement, le projet en discussion à la loi de 1974 qui anticipait sur l'application de l'article 107^{quater}. Sur ce point, l'avenir vous donnera probablement raison, j'y reviendrai. Mais vous ne répondez pas à une objection fondamentale : à la différence de 1974, vous opérez une distinction entre la responsabilité financière de la sidérurgie, qui est désormais régionalement imputable, et la responsabilité de la gestion, qui reste nationale.

Vous avez fait allusion — j'imagine que M. Lallemand vous en parlera — à la position prise en son temps par M. Pierson ; vous avez dit que parfois, certains opposants ne remettent pas en cause les textes de loi auxquels ils se sont jadis opposés. Vous avez mille fois raison sur ce point. Je me réjouis par exemple sans réserve du fait qu'il y a eu à deux reprises une majorité social-chrétienne dans ce pays et que cette majorité n'a pas remis en cause le suffrage universel.

Du reste, il y a suffisamment de travail sur le plan législatif pour que les majorités successives, indépendamment de l'accroissement de la tâche législative, ne s'amuse pas systématiquement à annuler et à revoter un certain nombre de dispositions à caractère normatif.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je crois que vous déformez mon appréciation sur la prise de position de M. Pierson.

M. Dehousse. — Si je la déforme, c'est bien involontairement.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — J'en suis sûr.

Je n'ai pas dit que vous n'avez pas remis en cause la loi du 1^{er} août 1974, mais que vous êtes allé un peu plus loin : vous avez fait revoter les mêmes dispositions en 1979. A ce moment, aucun membre de votre groupe n'a attiré l'attention sur le fait qu'une majorité qualifiée était nécessaire pour les revoter alors que telle était votre thèse en 1974.

C'est fort différent que de ne pas remettre en cause des législations antérieurement votées.

M. Dehousse. — Je considère comme un compliment que vous m'assimiliez à M. Marc-Antoine Pierson, en raison des services qu'il a rendus

à cette assemblée, mais c'est lui qui a défendu cette thèse, ce n'est pas moi.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je ne voulais pas en faire le reproche, au contraire !

M. Delmotte. — Et puis, il y a quatorze ans de cela !

M. Dehousse. — J'ai noté votre déclaration avec autant d'attention que d'habitude ; vous avez dit qu'en fait, ce qu'a fait le législateur, c'est anticiper. Je reprends votre affirmation ; rien dans vos discours ne laisse apparaître quelque chose de différent. Evidemment, le législateur anticipe mais il le fait en créant des monstres, ce qui n'est pas très rassurant. Tant à créer et à anticiper, pourquoi ne pas créer quelque chose qui nous rassure sur notre avenir ? C'est loin d'être le cas.

Vous avez dit qu'on préfigure ; c'était déjà clair dans le discours de M. Dehaene en commission, lorsqu'il expliquait combien ce projet allait devoir impliquer l'étiquetage régional d'un certain nombre de dépenses et investissements dans différents budgets nationaux.

Je ne suis donc pas étonné par votre affirmation selon laquelle le législateur anticipe. Mais, dans cette perspective, je pense aux propos du sénateur PSC de l'arrondissement de Liège, M. Marcel Philippart, qui, en 1945, parlait du « pointillé sur la carte ». Vous êtes en train d'anticiper — autant le dire afin que le vote se déroule dans la clarté — sur le devenir de l'Etat dans la suite des événements.

De plus, par la force des choses, vous anticipez aussi sur Bruxelles et vous confirmez de cette manière ce que j'ai affirmé hier, à savoir qu'au lieu de revenir au prescrit constitutionnel, vous persistez dans la divergence entre Bruxelles et les autres régions. A cet égard, la réponse que vous avez donnée à notre collègue M. Serge Moureaux, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de transfert et donc pas de ristournes d'impôts au bénéfice du ministre de la Région bruxelloise parce que celui-ci ne dispose pas de la personnalité juridique, me paraît assez faible. Vous postulez que la personnalité juridique est nécessaire pour les ristournes d'impôts ; pour ma part, j'attends toujours la démonstration de cette thèse.

Enfin, votre réponse à Mme Delruelle concernant les dispositions de l'article 2 m'inquiète. Vous affirmez que les garanties ne peuvent être calculées. Une des particularités de l'article 2 est en effet que le gouvernement demande aux Chambres législatives de voter le déplacement de la charge des garanties de l'Etat depuis 1975, mais qu'à aucun moment, ni en commission, ni en séance publique de la Chambre, ni en commission du Sénat, ni maintenant en séance publique, le gouvernement ne nous donne une indication sur l'ampleur budgétaire du transfert qu'il nous demande de voter.

Déjà, en commission, la discussion avait porté sur ce point. M. Dehaene avait fait une réponse équivalente à la vôtre, à savoir que le problème des garanties était le problème du risque et que celui-ci ne pouvait pas être estimé.

Nous ne contestons évidemment pas, mais nous refusons l'allégation suivant laquelle l'Etat n'est pas capable d'établir en 1984 un relevé de ce qui a été donné en garantie de l'Etat depuis 1975. Nous ne demandons pas le calcul du risque, car celui-ci ne peut être calculé, mais uniquement le relevé des garanties données et leur montant.

Vous devez savoir, compte tenu des fonctions que vous assumiez précisément en 1975-1976, que la garantie de l'Etat donne lieu à l'inscription d'un certain nombre de sûretés. Dans le système du transfert prévu par l'article 2, que deviennent ces sûretés ? La garantie de l'Etat donne lieu à la perception d'un certain nombre de cotisations ; que deviennent ces cotisations ? M. Dehaene a fourni un certain nombre de réponses sur lesquelles nous reviendrons.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'est extrêmement simple. Pour assumer sa garantie, l'Etat fera d'abord jouer les sûretés et cautions personnelles. Avant de faire jouer cette garantie, on fera éventuellement vendre les biens qui doivent l'être. Le solde final d'intervention représentera la perte que l'Etat devra subir du fait de l'octroi de sa garantie. C'est ce solde final indéterminable — puisqu'on ne sait pas dans quelles conditions la garantie va jouer —, qui sera réclamé à la région en vertu du mécanisme mis en œuvre par ce projet.

M. Dehousse. — Je ne le pense pas, car les sûretés ne sont pas indéterminables par définition, sinon elles n'existeraient pas.

Si demain, en cas de sinistre, on est à même de faire appel à une sûreté, il va de soi que celle-ci est identifiée. Dans ce cas, pourquoi ne communique-t-on pas au Parlement le montant, la nomenclature, la liste des sûretés?

Reste le problème des primes de compensation, dont M. Dehaene a parlé en commission et je lui en sais gré. Permettez-moi de vous signaler que vous n'avez pas repris sa réponse, monsieur le ministre.

A propos du super-solde, vous avez estimé que mon analyse était exagérée. L'avenir nous départagera quant à savoir si la pénurie est réservée à la Wallonie et l'abondance à la Flandre. Je ne fais pas de pronostic pour l'instant, mais je constate que vous en faites un puisque vous avancez des chiffres et c'est au vu de ces chiffres que nous verrons dans l'avenir qui a eu raison.

J'attire votre attention sur le fait que la machine est en marche. En effet, nous ne discutons pas simplement d'un processus à venir. Lorsque M. Maystadt, par miracle, a fait l'honneur à nos confrères de la Chambre d'assister à leurs travaux et de venir exposer le mécanisme du retranchement budgétaire, il a donné des exemples concrets. Et ces exemples, comme par hasard, se situaient déjà en Wallonie. En effet, il a fallu pour les F-16 procéder à un tel retranchement à partir des crédits inscrits pour la piste de l'aéroport de Gosselies, a-t-on dit.

Vous avez par ailleurs déclaré qu'à cet égard, les exécutifs régionaux seraient placés devant des choix difficiles. Cela prouve qu'on se trouve effectivement devant une régionalisation de facto puisque, selon votre démonstration, ces exécutifs seront appelés à choisir, ce qui ne sera guère aisé, entre d'une part, la protection de l'outil existant et, d'autre part, la nécessité de concrétiser de nouveaux projets.

En ce qui concerne les charges nouvelles et la diminution des ressources, vous avez cru pouvoir tirer argument du fait qu'un projet de loi avait été déposé le 31 mai. Je ne vois pas très bien ce que cela change. Que la charge nouvelle date du 31 mai ou du 2 juillet, le problème, pour la trésorerie régionale, flamande ou wallonne, reste identique et la charge n'en sera pas pour autant diminuée.

Vous avez fait allusion, et M. Dehaene a eu raison d'en parler longuement en commission, au processus de concertation engagé alors avec le gouvernement.

J'ai déclaré hier, et je le répète aujourd'hui, qu'au lendemain du 26 juillet, M. De Clercq, nous expliquant ce qui avait été décidé, a expressément précisé que les garanties de l'Etat, problème intéressant tant la Région flamande et la Région wallonne, seraient examinées dans une phase ultérieure, en concertation avec les exécutifs régionaux.

Vous avez par ailleurs fait bon usage de la croissance du budget des dotations régionales et communautaires.

Si vous voulez entrer dans cette discussion, je suis prêt à vous suivre, mais permettez-moi de vous faire remarquer que c'est la première fois qu'un gouvernement inscrit les crédits parallèles dans le scénario d'assistance, alors que jusqu'ici ces crédits avaient toujours relevé de la pleine autonomie de l'exécutif régional wallon. Or leur comptabilisation nouvelle ressort des exécutifs régionaux. Cela ressort clairement des tableaux communiqués par le gouvernement aux commissaires et longuement étudiés par eux.

Vous estimez, monsieur le ministre, que les régions ne donnent pas l'exemple. M. Vercaigne a répondu d'instinct à cette réflexion.

Lorsqu'on songe aux efforts fournis par la Région wallonne au niveau du logement social, on constate une énorme différence de texture et de nature au niveau de la politique suivie par elle et celle menée à cet égard par d'autres régions.

Vous avez fait usage — et c'est de bonne guerre — d'un argument qui est toujours sûr de faire recette: les dépenses de cabinet et surtout des présidents des exécutifs régionaux.

Je me permets de vous rappeler que les dépenses de cabinet pour la présidence de l'exécutif de la Région wallonne ont été fixées quand mon collègue, M. Damseaux, en est devenu le président. Je ne prends donc pas votre remarque comme une remarque personnelle.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Le problème est le même.

M. Dehousse. — Vous n'avez pas pour habitude, monsieur le ministre, de parler au hasard. Le sachant, je ne suis pas homme à laisser passer lacette remarque sans y répondre.

Je tiens à préciser qu'une grande collégialité règne au sein de l'exécutif régional wallon et que son président assume d'autres tâches supplémentaire que la présidence, tâches variables d'ailleurs. Pour lui permettre d'assumer correctement ses doubles fonctions, il a été décidé d'accorder au président, quel qu'il soit, un fonctionnaire de niveau 1 et de trois à cinq agents de niveau 2, selon que le niveau 1 a ou non le grade de chef de cabinet adjoint. Comparez cela avec ce que représentent — vous l'avez fait imprudemment tout à l'heure — les services de la chancellerie et du Premier ministre! Il faut raison garder.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Puisque vous entrez dans le détail, ...

M. Dehousse. — C'est vous qui m'y invitez.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — ... je précise que dans les budgets de 1984, le total des dépenses de cabinet pour l'Etat central se monte à 1 milliard 552,9 millions et pour les cabinets des communautés et des régions, à 1 milliard 590,4 millions, soit 598,4 millions pour la Communauté flamande, 289,1 millions pour la Communauté française, 564,4 millions pour la Région wallonne, soit presque autant à elle seule que la Communauté flamande et 138,5 millions pour la Région bruxelloise. Si l'on cumule Communauté française et Région wallonne, on obtient 853,5 millions, ce qui semble un argument en faveur de la fusion.

Comparons maintenant la situation des présidents des exécutifs. Pour le président de la Communauté flamande, 107 millions; pour le président de la Communauté française, 130 millions et pour le président de la Région wallonne 115 millions.

Je veux bien reconnaître que d'autres ministres dans les régions et, les communautés ont des niveaux comparables, mais j'affirme qu'au sein du gouvernement central, personne, pas même le Premier ministre, n'atteint de tels montants, quel que soit le nombre de départements cumulés, plus de trois parfois, et c'est d'ailleurs mon cas.

De heer Luyten. — Dat is Vlaamse kermis spelen met andermans geld!

M. Dehousse. — Vous perdez de vue qu'en 1979 — il y a donc quatre ans déjà — l'engagement formel avait été pris d'organiser le transfert des fonctionnaires nationaux vers les régions.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Vous les avez maintenant, ces fonctionnaires. Quant aux chiffres que je viens de citer, ce sont ceux de 1984.

M. Dehousse. — Nous sommes en train d'organiser la mise en place de l'administration. Pour la première fois, nous pouvons définir le cadre. Comment voulez-vous travailler efficacement dans un département — vous avez connu cette situation quand vous étiez à l'Economie régionale — quand, faute d'administration propre, vous devez correspondre avec six ou sept administrations différentes, en utilisant de surcroît des formulaires et des signataires de couleurs et de formes différentes également? Or c'est ce que nous avons fait jusqu'à présent.

De heer Luyten. — En al die staatsbezoeken aan de Voer...!

M. Dehousse. — Sur ce point, du reste, nous nous en sommes tenus aux décisions qui avaient été prises antérieurement, et je ne me sens pas particulièrement visé.

Je voudrais vous faire part, monsieur le ministre, de trois réflexions que m'a inspiré l'intervention, par ailleurs fort intéressante, de M. Eyskens.

Votre collègue a bien voulu confirmer dans les grandes lignes — et je m'en réjouis — la déclaration qu'il avait faite le 16 février en commission du Sénat au sujet des 200 000 tonnes « en équilibre » entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

Je tiens à signaler que, depuis lors, la Commission de la CEE a marqué son accord sur le plan de restructuration du grand-duché de Luxembourg. C'est d'ailleurs le premier plan qu'elle ait accepté. Toutefois, dans l'accord passé avec le gouvernement grand-ducal existe bel et bien une réserve sur les 200 ou 250 000 tonnes dont il a été question tout à l'heure.

Il est bon dès lors qu'on sache qu'une hypothèque plane déjà sur cette réduction supplémentaire.

A juste titre tout à l'heure, M. Califice faisait remarquer à M. Eyskens qu'au départ la demande était adressée à la Belgique et non à Cockerill-Sambre. Dans sa réponse, M. Eyskens a indiqué que les ministres européens avaient défini à Copenhague les critères permettant d'identifier les entreprises.

C'est précisément ce que je n'ai cessé de dire depuis des mois. Il est clair que la sidérurgie wallonne ne se sent pas défendue par un ministre flamand qui, à Copenhague, brosse un portrait-robot de Cockerill-Sambre et qui par la suite, vient déclarer au Sénat que c'est sur ordre de la Communauté européenne qu'il faut opérer des réductions dans cette entreprise seulement. Il s'agit d'une simplification que nous ne pouvons accepter.

Ce matin, nous avons pu prendre connaissance sur les téléscripteurs, d'une déclaration de M. Eyskens, dont j'aurais souhaité, ainsi que d'autres, qu'il la fit plus tôt et qu'elle ne se soit pas limitée au secteur charbonnier. M. Eyskens a déclaré: «Les mines limbourgeoises ne seront jamais rentables.» Dont acte. «Mais elles doivent rester une source d'énergie nationale. De ce fait, elles ont un avenir plus particulièrement comme instrument de diversification.»

En dépit des talents dont vous avez fait preuve et que je me plais à souligner, monsieur le Vice-Premier ministre, nous regrettons que vous n'ayez pas tenu le même raisonnement pour la sidérurgie wallonne dont on savait et dont on sait encore qu'elle constitue l'épine dorsale du système industriel en Wallonie, mais sidérurgie pour laquelle on a créé d'innombrables garrots en matière de rentabilité, de charges financières, de délais, etc.

Devant ce nouveau témoignage de la politique des deux poids, deux mesures, je me rallie à votre dernière analyse: ce projet est un compromis.

Il n'est pas déshonorant, en politique, de signer, de défendre ou de voter des compromis, mais je ne puis soutenir le projet que vous soumettez car il traduit un compromis compromettant. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, dames en heren, u zult mij toestaan dat ik namens mijn fractie repliceer op de betogen die tot hertoe werden gehouden.

Een eerste vaststelling betreft het optreden van de scenaristen. Ik verwijs hierbij naar mijn uiteenzetting ter gelegenheid van de bespreking in de commissie van de Senaat. Ik heb met genoegen vastgesteld dat, toen dit ontwerp in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd besproken, een aantal leden van de gewestelijke executieven het woord hebben gevoerd. Dit is ook het geval geweest in de Senaat maar dan met een grote eenzijdigheid.

Ik verwijt de heer Dehousse niet dat hij gedurende verschillende uren deze tribune in beslag heeft genomen noch dat hij ons uitleg heeft gegeven over de samenstelling van zijn budget. Maar ik verwijt wel de heren Geens, Poma en Akkermans, leden van de zogenaamde Vlaamse regering en die ook senator zijn, dat zij in gebreke zijn gebleven om ons ten minste enige toelichting te verstrekken over de inzichten van hun instantie betreffende de voorliggende tekst.

De heer Van Ooteghem. — Ze zijn afwezig.

De heer Van In. — Ik meen nochtans dat de heer Geens hier even aanwezig is geweest en dat ook de heer Poma even is binnengewipt. Ik weet ook — hier richt ik mij speciaal tot de aanwezige ministers — dat het advies van de Vlaamse executieve, hoe beperkt ook, welsprekend is.

Dit advies heeft een aantal vragen opgeroepen die tot nog toe niet zijn beantwoord. U kunt in uw documenten kennis nemen van dit advies. Ik wil de tijd van de Senaat niet nodeloos benemen en zal dus geen voorlezing doen van een aantal paragrafen van dit advies, tenzij dan wat het fameuze artikel 7 betreft.

Het is trouwens dit artikel dat op het ogenblik bij een aantal Franstalige collega's aanleiding schijnt te geven tot een maneuver. Het advies van de Vlaamse executieve in verband met artikel 7 van het ontwerp luidt: «Artikel 7 van het ontwerp voorziet in een regeling die geen wettelijke waarborgen biedt voor de feitelijke regionale financiering noch voor de automatische overdracht van de saldi van de successierechten na betaling van de lasten van het verleden en de thesaurieoverschrijdingen aan de gewesten.

De Vlaamse executieve brengt dan ook een negatief advies uit over artikel 7 van het ontwerp.»

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, het spijt mij te moeten vaststellen dat geen enkele senator, lid van deze Vlaamse executieve, dus drager van het zogenaamde dubbele petje, zich de moeite heeft getroost hier op deze tribune uitleg te geven over de draagwijdte van dit verstrekte advies. Ik herhaal dan ook wat onze collega Van Ooteghem gisteren heeft gezegd, namelijk dat wij de stem die deze heren, die respectievelijk tot de CVP en de PVV behoren, zullen uitbrengen, met argusogen zullen bekijken.

Afgezien van de scenaristen stellen wij de vraag, mijnheer de Vice-Eerste minister, of de uitleg van uzelf en van uw collega's heeft bijgedragen tot een verheldering van de hele situatie. Er werd gezegd dat wij eigenlijk staan voor een onkuise toestand van vermenging van allerlei problemen. Het enige wat tot verheldering heeft bijgedragen, is uw bekentenis dat wij hier te maken hebben met een politiek compromis en dat terwille daarvan een aantal handigheden werden uitgehaald om de tekst van het ontwerp een schijn van samenhang te geven. Daarmee is de onkuisheid echter geenszins bestreden.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik kom even terug op de uiteenzetting die u vanmorgen hebt gehouden in verband met de grote bezwaren die tegen dit ontwerp werden geopperd.

Ten eerste, hebt u gezegd dat het ontwerp een samenhangend plan vormt waarmee men de bedoeling heeft tot de wortels van de moeilijkheden te gaan. Ik heb niet veel woorden nodig om u het tegenovergestelde te bewijzen. Uittalingen aan diverse zijden — ook uit de meerderheidsfracties —, bijvoorbeeld, van de leden die zich geroepen achten om de belangen van Brussel-Hoofdstad te verdedigen, bewijzen dat het hier niet gaat om een samenhangend plan. Ik kom daar nog op terug ter gelegenheid van vragen die moeten worden gesteld aan minister Eyskens.

Over uw tweede opmerking, namelijk dat met dit ontwerp een einde wordt gemaakt aan een voor dit land noodlottige compensatiepolitiek, hoef ik niet veel te zeggen. U hebt betoogd dat wij het risico lopen van facturen niet twee- maar viermaal te betalen. Nu kunnen wij echter geconfronteerd worden met facturen die nooit zullen betaald geraken.

Ten derde, hebt u gezegd, mijnheer de Vice-Eerste minister, dat men aan de bezwaren van de Raad van State is tegemoet gekomen, met andere woorden dat het ontwerp grondwettig is en dus geen dubbele meerderheid behoeft.

Het is duidelijk, dat heeft trouwens de Eerste minister tijdens de bespreking in de Kamer erkend, dat wat artikel 7 en alles wat ermee samenhangt betreft, men een oplossing heeft gezocht die de schijn moest redden dat ermee wordt tegemoet gekomen aan de nationale en de gewestelijke belangen. Twee heren dienen lijkt mij ook in deze situatie totaal uitgesloten. Vroeg of laat zal, mocht het ooit zover komen, uit de praktijk blijken dat er geweld wordt aangedaan aan de grote principes die mede door uw toedoen in de Grondwet werden opgenomen.

Tot slot is er nog een punt dat voor ons van het grootste belang is. U hebt gesproken over de aard en de draagwijdte van de gewestelijke bevoegdheden. U hebt gesteld dat een einde zal worden gemaakt aan een voor dit land noodlottige compensatiepolitiek. In dit licht is het toch voor iedereen duidelijk dat wij naar een versnelling gaan van het bouwen van niveaus in de zogenaamde pseudo-regionalisering.

Er is het niveau 1980, met name bevoegdheden toebedeeld door de wet van 8 augustus 1980. Er is vervolgens de discussie die thans wordt gevoerd over de nationale sectoren; daarnaast de discussie over de overheidsopdrachten en tenslotte de discussie in dit ontwerp ingebouwd in verband met de infrastructuur. Welke zal de volgende discussie zijn?

Met dit ontwerp bereikt men precies het tegenovergestelde van wat men beoogt en komt men tot een versnelling van de antagonismen en van de moeilijkheden.

Zo kom ik tot de uiteenzetting van minister Dehaene. Hij heeft gezegd dat het goedkeuren van dit ontwerp — waarschijnlijk is dat bedoeld als troostprijs ten aanzien van bepaalde personen in deze vergadering —, de solidariteit bestendigt. Met nadruk verklaarde hij, hoewel dit hier niet ter sprake komt, dat de nationale solidariteit behouden zal blijven via de mechanismen van de sociale zekerheid. Ik laat deze bekentenis voor wat ze waard is, mijnheer de minister.

Wanneer wij, afgezien van de moeilijkheden rond het staal en rond de Kempense Steenkolenmijnen en afgezien van de gegevens die verstrekt zijn via het rapport-Matthijs en de rapporten van de Leuvense professoren, zien hoe deze solidariteit werkt en hoe ze voor de Vlaamse Gemeenschap een bron van verlamming en verarming is, dan zou u, als lid van

de zogenaamde Vlaamse denkcel in de nationale regering, toch tweemaal mogen nadenken alvorens daarop prat te gaan. Ik wil u daarvoor waarschuwen. Ik herhaal dat uw soort doekje voor het bloeden zeker een heel slechte remedie is.

Wat de uiteenzetting van de heer Eyskens betreft, die niet meer aanwezig is, hebben wij slechts onthouden dat de minister van Economische Zaken aan het onderhandelen is.

De heer Eyskens onderhandelt al maanden met de banken. Hij onderhandelt waarschijnlijk ook met zijn staatssecretaris in verband met de ontwikkeling van de kerncentrale te Chooz en in verband met de verplichtingen tegenover Algerije. Hij onderhandelt met de Europese Commissie. Hij onderhandelt waarschijnlijk ook, zo hopen wij, nog altijd over de waterverdragen. Zo onderhandelt de heer Eyskens in lengte van uren, weken, maanden, en wellicht jaren. Hij is de vlees geworden onderhandelaar. Het enige, geachte collega's, wat de minister van Economische Zaken te pas en liefst te onpas naar voren brengt, in verband met de staalmoelijkheden, is dat een aanloop naar het staalplan mede door de Volksunie in november 1978 werd onderschreven.

Mag ik vragen dat minister Dehaene de moeite zou doen mijn boodschap aan zijn collega minister Eyskens over te brengen? Eens en voor altijd onderstreep ik dat het akkoord van november 1978 een veel omvattender akkoord was dat in een scherp gekonditioneerde tegemoetkoming voorzorg ten aanzien van Wallonië in verband met de staalmoelijkheden, maar dat het ook belangrijke projecten inhield in verband met scheepsbouw, scheepsherstellingen, textiel en confectie. Dat akkoord had ook betrekking op de uitvoering van de waterverdragen.

Het is nuttig daar even aan te herinneren en daarbij de vraag te stellen wat er van deze zo belangrijke luiken terecht is gekomen en in welke mate de inspanningen, die een partij zoals de onze heeft geleverd met het oog op het oplossen van de moeilijkheden in dit land, werden gehonoreerd. Tenzij men achter onze rug, heeft uitgevoerd of nog steeds uitvoert wat nadelig voor Vlaanderen is.

Vice-Eerste minister Gol zei dat de oppositie geen alternatief heeft. Wanneer wij voor een uitzichtloze situatie komen te staan dan zouden wij zonder alternatief inderdaad met lege handen naar de bevolking moeten gaan. Dat is niet de bedoeling en zeker niet onze bedoeling.

Ik vertel niets nieuws wanneer ik zeg dat wij eens de moeite zouden moeten doen om te berekenen wat het kost enerzijds, de huidige structuren samen te houden en anderzijds, wat het kosten zou definitief met de huidige situatie af te rekenen. Nadat wij deze kosten-baten-analyse hebben gemaakt, moeten wij de consequenties trekken. Van op deze tribune meen ik te mogen zeggen dat wij in Vlaanderen nog altijd beschikken over een potentieel aan krachten dat sterk en efficiënt genoeg is om in lengte van jaren de gerezen moeilijkheden het hoofd te bieden.

Ooit heb ik gepleit voor het oprichten van een Vlaams pentagon, een Vlaamse vijfhoek, die zou steunen op verantwoordelijken van het Openbaar Ambt — die uit regionale sectoren inbegrepen —, op de werknemers, op het bedrijfsleven, op de wetenschappelijke instellingen zoals universiteiten en, tenslotte, op de politieke verantwoordelijken. Zou het waarlijk zo moeilijk of onmogelijk zijn op korte termijn deze Vlaamse vijfhoek samen te brengen en er aldus voor te zorgen dat wij eindelijk in Vlaanderen de hefbomen van het nieuw industrieel beleid in handen krijgen? Deze opdracht hebben wij ons steeds voorgesteld, maar dergelijke toekomstgerichte inzichten worden noch door dit ontwerp noch door de bedoelingen van de regering verwezenlijkt.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, wij stellen met treurnis vast dat een belangrijke fractie van de meerderheid weigert haar speciale bedoelingen te laten horen en alleen evasieve gedachten uit, dat dit ontwerp niets zal oplossen en dat eens te meer een wezenlijke oplossing in de toekomst wordt geblokkeerd. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je regrette que M. le ministre Gol ne soit pas présent car c'est à lui que je tenais essentiellement à répliquer.

M. Gol a reproché tout à l'heure au Conseil d'Etat d'avoir parlé de violation « implicite » de la loi du 8 août 1980. Il s'est référé au dictionnaire pour dire que le contraire d'explicite est « ambigu », « confus », tournant ainsi en dérision la remarque du Conseil d'Etat.

Je pourrais répondre à M. Gol que la consultation du dictionnaire est toujours dangereuse. Dans le *Grand Larousse*, au verbo « littéral » ou

« lettre », on lira sans doute que « le respect littéral d'un texte équivaut à la trahison de son esprit ».

On pourrait donc certainement reprocher au gouvernement, sous prétexte de respecter la lettre de la loi du 8 août 1980 d'en violer fondamentalement l'esprit.

C'est faire un très mauvais procès au Conseil d'Etat — dans ce projet-ci — que de lui reprocher d'avoir utilisé le mot « implicite ». Si le Conseil d'Etat doit parler d'une violation implicite, c'est parce que le projet du gouvernement cache sa véritable portée, qu'il est fondamentalement implicite. En effet, à l'article 7, là où il conviendrait de préciser très exactement comment le gouvernement pratique les imputations régionales, le texte se borne à dire que le gouvernement affectera les soldes des droits de succession à un article du budget du ministère des Affaires économiques. C'est tout.

L'explicite, si je puis dire, de ce projet de loi, c'est tout simplement que le gouvernement versera à son budget les droits de succession, ce qui est bien normal. L'implicite, c'est ce qui se trouve dans les déclarations des ministres, lorsqu'ils expliquent la portée de cet énigmatique article 7.

En vérité, l'essentiel de la loi est dans les travaux préparatoires. En réalité, nous le savons maintenant, ces sommes versées au budget des Affaires économiques seront divisées en deux fonds régionalisés et serviront à des entreprises nationales mais n'ayant d'activités que dans des régions, c'est-à-dire pour des entreprises localisées régionalement. L'application prévue de l'article 7 conduit donc à lui faire dire le contraire de ce qu'il semble affirmer.

Telle est véritablement la raison pour laquelle le Conseil d'Etat a pu interpréter comme il l'a fait, la portée du projet qui lui était soumis.

J'ai montré hier que, dans ses avis, le Conseil d'Etat adressait un reproche très précis au projet du gouvernement, en ce sens que ce projet établissait une rupture radicale à priori entre, d'une part, ce qui s'analyse en une responsabilité nationale de gestion et, d'autre part, l'exercice d'une compétence nationale. Tous les avis du Conseil d'Etat ont successivement mis en évidence qu'à un certain moment du processus imaginé par le gouvernement, l'Etat divise régionalement et définitivement les recettes et les charges et qu'il baptise abusivement de nationale une affectation régionale.

Il n'y a plus d'affectation nationale et, à la lecture de l'accord de gouvernement, on s'aperçoit bien que c'est précisément parce qu'il n'y a plus d'affectation nationale des charges des secteurs nationaux qu'un accord de gouvernement a pu intervenir et que le projet de loi est ce qu'il est. (*Interruptions sur les bancs du CVP.*)

Vous n'allez pas prétendre, monsieur De Bondt, qu'à un moment quelconque du processus, est prévue une utilisation nationale du solde des recettes des droits de succession, après prélèvement des charges du passé. On se trouve très exactement devant ce que j'ai appelé une « dénationalisation » des secteurs nationaux.

M. De Bondt. — Je ne possède pas votre éloquence exemplaire, mais je pourrais en toute vérité, défendre la cause diamétralement opposée à la vôtre.

M. Lallemand. — Il faut le faire, monsieur De Bondt.

M. De Bondt. — J'ai tout le temps.

M. Lallemand. — Dans ce cas, je vous écouterai avec attention, monsieur De Bondt. J'aimerais beaucoup vous entendre développer votre point de vue. Ce sera très intéressant.

M. Van Ooteghem. — Et en flamand, Ferdinand! (*Sourires.*)

M. Lallemand. — Le Conseil d'Etat formule son point de vue, notamment dans ce passage significatif que je rappelle. Puisqu'on prétend qu'il s'est trompé. Voici le texte : « Le volume des moyens régionaux étant ainsi fonction des dettes nationales contractées relativement aux entreprises concernées dans une région, il y a là une forme d'imputation régionale de dettes nationales, qui va à l'encontre de l'obligation de solidarité nationale... » Où est cette solidarité nationale dans votre projet? Je vous le demande. Elle est précisément éliminée.

Le Conseil d'Etat poursuit : « ... obligation de solidarité nationale contenue dans la règle selon laquelle, en matière de politique économique et spécialement en matière d'octroi d'aides, c'est l'autorité nationale qui

est exclusivement compétente pour les entreprises relevant d'un secteur national et qui, partant, est seule à assumer la charge de ces aides».

Qui assume aujourd'hui la charge de ces aides selon le mécanisme du projet? Ce n'est plus l'autorité nationale, ce n'est plus la Trésorerie de l'Etat, c'est la région, mais la région avec un petit r. Il ne s'agit pas de la Région telle qu'elle a été définie par les lois de 1980, mais d'une communauté humaine, une réalité, des collectivités de gens qui vivent en Wallonie ou en Flandre.

M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles. — Si je puis me permettre de vous interrompre, vous devriez avoir au moins la correction de reconnaître que, dans le texte du Conseil d'Etat que vous avez cité, il s'agissait des régions avec un grand R.

M. Lallemand. — Qu'est-ce que cela change?

M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles. — Institutionnellement, beaucoup.

M. Lallemand. — Vous me permettez de vous dire que le passage du petit r au grand R, ce petit air que chante M. Gol à la RTBF le matin — et le gouvernement ne chante plus que sur ce petit air —, ne revêt pas à mes yeux l'importance que vous lui prêtez.

Monsieur Dehaene, si je vous comprends bien, vous prétendez que le fait que le supersolde ne soit plus attribué aux régions, aux institutions publiques définies par la loi de 1980, change fondamentalement la portée de votre projet.

Il n'en est évidemment rien. Ce passage du grand R au petit r est un tour de passe-passe par lequel vous avez baptisé «lapin» ce qui s'avère être une carpe. En fait, vous avez feint de conserver un caractère national à ce qui s'analyse en une dénationalisation des charges de gestion. J'ai dit que votre projet applique exactement la politique de Mme Thatcher qu'on appelle en Europe celle «du juste retour». Pour Mme Thatcher, chaque pays doit recevoir exactement ce qu'il a versé. Cette politique-là, vous voulez l'appliquer et vous l'appliquez maintenant non plus à l'intérieur d'une communauté interétatique, mais à l'intérieur d'une communauté nationale.

Le véritable problème, je l'ai dit hier, est évidemment de savoir si cette politique thatcherienne du juste retour, par laquelle chaque région ne recevra plus que ce qu'elle a produit, est juridiquement acceptable dans l'Etat de droit de la Belgique d'aujourd'hui.

Je crois avoir dit, avec les nuances qui s'imposaient, monsieur Dehaene, qu'on pouvait discuter de la légalité des retranchements lorsqu'ils s'appliquent aux secteurs nationaux en général: travaux portuaires, infrastructure routière, etc.

Mais j'ai souligné que s'il est des secteurs dans lesquels cette imputation régionale est inadmissible, ce sont bien les cinq secteurs nationaux, parce que ceux-ci n'avaient été repris dans la loi de 1980 que parce qu'on voulait garantir que les pertes de chacun d'eux seraient supportées par l'ensemble de la communauté nationale. C'est la seule raison de l'intégration de ces secteurs nationaux dans la loi de 1980. Or, M. Gol a contesté la chose.

M. De Bondt. — Vous vous répétez.

M. Lallemand. — M. Gol a dit que ce n'est pas exact et que la raison pour laquelle on a inséré la liste des cinq secteurs nationaux dans la loi du 8 août 1980, c'est uniquement parce qu'on voulait éviter leur extension.

J'ai pris la peine de vérifier le bien-fondé de cette affirmation et j'ai relu les travaux préparatoires, non pas seulement ceux du projet n° 461, qui, en fait, ne contiennent que peu de références, mais bien ceux du projet n° 261.

M. De Bondt. — Qui n'a pas été adopté.

M. Lallemand. — Peut-être, mais on a discuté abondamment de cette question, lors des travaux préparatoires.

De heer De Bondt. — Men kan niet verwijzen naar de werken van een wet die niet is aangenomen.

M. Lallemand. — En effet, vous avez raison d'être prudent, monsieur De Bondt, parce que les références sont mauvaises pour vous! (*Sourires.*)

Le texte du projet n° 261 est le même qui sera repris sans commentaires dans le projet n° 461. M. Moureaux a eu raison de rappeler hier que, lorsque nous avons débattu des secteurs nationaux, tant dans le projet n° 261 que dans le n° 461 dans un premier temps, il n'a pas été question d'énumérer les cinq secteurs.

On a, en effet, estimé qu'un arrêté royal suffisait pour assurer les garanties que tout le monde acceptait. Le Premier ministre a déclaré alors qu'un texte de loi n'était pas nécessaire. Il a rappelé en même temps que tout le monde était d'accord sur le fait que ces cinq secteurs devaient demeurer nationaux.

Il y eut donc une discussion de pure forme, à l'époque, M. Moureaux estimant qu'il fallait intégrer ces cinq secteurs dans le texte, alors que M. le Premier ministre ne le souhaitait pas.

Hier, M. Gol a dit à M. Moureaux que ce n'était pas pour garantir la solidarité nationale que celui-ci avait déposé alors ses amendements, mais bien pour éviter l'extension des secteurs nationaux. Je suis allé revoir le contenu de ces amendements.

M. De Bondt. — A quel projet? Au 261?

M. Lallemand. — Oui.

M. De Bondt. — Mais ce projet a été rejeté par le Sénat.

M. Lallemand. — Bien entendu; je vais d'ailleurs y venir.

M. le Président. — Je vous en prie, messieurs, ne rouvrons pas la discussion.

M. Lallemand. — Ce que M. Moureaux disait à l'époque est fort intéressant. Le premier amendement qu'il déposa au texte du projet 261, lequel ne prévoyait pas l'énumération des secteurs nationaux dans la loi, est motivé comme suit: «Il convient de revenir au texte initial du projet du gouvernement afin d'assurer aux secteurs en difficulté une garantie que la nouvelle rédaction traduit.»

Ensuite, il introduisit un amendement subsidiaire, qui insère dans le texte une référence expresse aux «secteurs des charbonnages, de la construction, de la réparation navale, de l'industrie textile et de la sidérurgie, y compris le transport des minerais de coke,...». C'est ce même texte qui fut introduit sans discussions nouvelles dans le projet de loi n° 461 par un amendement gouvernemental pour devenir ainsi le texte de la loi spéciale du 8 août 1980.

La référence à l'amendement de M. Moureaux est donc pertinente.

M. Moureaux justifiait cet amendement en ces termes: «Il est indispensable d'assurer aux secteurs en difficulté, et particulièrement dans les régions économiquement en difficulté, telle notamment la Wallonie, une véritable solidarité.»

On ne peut être plus clair.

Au cours de la séance du Sénat du 28 mars 1980, M. Moureaux déclara notamment: «Dans la mesure où tout le monde est convaincu de la bonne foi de chacun et croit effectivement que ces cinq secteurs sont sacrés» — et resteront protégés contre la dénationalisation — «nous sommes d'accord.» «Puisque nous sommes donc tous d'accord, vous, monsieur le Premier ministre, et nous-mêmes, mieux vaut le préciser dans le texte.»

Or, que répond le Premier ministre?

Il dit qu'il n'est pas nécessaire parce qu'inutile d'insérer l'amendement dans le texte du projet 261 — ce qu'il acceptera de faire dans le projet 461 — et il allègue les motifs suivants: «Je l'ai déjà souligné hier, la reconnaissance des cinq secteurs nationaux, sidérurgie, textile, construction navale, verre creux et charbonnages, constitue, pour un pays comme le nôtre, un élément essentiel de l'équilibre national. Si un gouvernement, n'importe quel gouvernement, essayait de modifier cette liste, il se verrait balayer au Parlement et à la rue car il aurait à affronter la réaction, non seulement des milieux politiques, mais aussi des milieux syndicaux, patronaux et autres, qui n'accepteraient jamais de voir rompre un pareil équilibre.»

Voilà qui est lumineux! Ce que le Premier ministre Martens trouvait inadmissible en 1980 se fait maintenant sous sa houlette dans le projet actuel. Cet équilibre si fondamental dont il parlait en 1980, est rompu.

A l'époque, personne ne voulait qu'on fasse des imputations régionales. On désirait que les pertes des charbonnages du Limbourg, de la construc-

tion navale ou de Cockerill-Sambre soient toutes totalisées dans le budget national et supportées par lui. C'était là l'équilibre auquel, disait M. Martens, on ne pouvait pas porter atteinte. Vous y portez directement atteinte!

Le 22 juillet 1980, lorsqu'on aborde la discussion du projet 461 dans lequel on a intégré, purement et simplement, le texte dont je viens de parler, M. Philippe Moureaux, alors ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles, déclarait, à propos de l'article 6: «Il est important de noter que les dispositions irréversibles, introduites dans le cadre du présent projet, ne pourront être que très difficilement défaites puisqu'elles ne pourront l'être qu'à la majorité des deux tiers. C'est donc un acquis quasi définitif qui peut, je le rappelle, toujours être complété.»

Voilà, chers collègues, quelle est la portée de cette insertion des cinq secteurs nationaux dans la loi de 1980. Le gouvernement a entendu déposer un amendement identique à celui de M. Serge Moureaux et faire ainsi consacrer par le législateur, à la majorité des deux tiers, l'équilibre essentiel entre ces cinq secteurs pour lesquels la solidarité nationale jouera en bloc, de manière indistincte.

Même en faisant aujourd'hui toutes les analyses possibles, on ne peut pas prétendre qu'on sauve cet équilibre-là; on ne peut que constater que la solidarité est définitivement rompue par le mécanisme même du projet qui nous est présenté.

J'ai dit, à propos du vote intervenu à la Chambre, vote à la majorité simple tendant à déterminer si la majorité des deux tiers est requise, combien il constitue un précédent particulièrement dangereux; M. Dehaene l'a également souligné. M. Desmarests a eu cette naïveté de dire que le PSC voterait ce projet, mais que, bien évidemment, cela ne pouvait pas constituer un précédent, parce qu'en matière de communautarisation de l'enseignement, par exemple, il faudrait absolument la majorité des deux tiers.

Méfions-nous, chers collègues: à force de ne pas respecter, à trois ans de distance, des engagements fondamentaux, à force, par des artifices formels, de dénationaliser ce qu'on avait prétendu maintenir national, à force de rompre une solidarité qu'on avait garantie, on crée un état d'esprit qui nous amènera, très rapidement, à des affrontements dangereux et redoutables. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, het is jammer dat minister Eyskens afwezig is, want het was eigenlijk tot hem dat ik het woord wou richten. Minister Eyskens doet mij altijd denken aan een duiveltje uit een doosje dat plots in de Senaat verschijnt, enkele *bons mots* en boutades debiteert en dan weer verdwijnt.

Hij heeft hier vanmorgen een demagogisch nummertje opgevoerd en is dan weer verdwenen. Hij heeft vooral gesproken over het gebrek aan nuchterheid en hij heeft een beroep gedaan op onze realiteitszin. Ik dacht nochtans dat ik een poging gedaan had om realistische taal te spreken. Ik heb geen politieke argumenten, noch gevoelsargumenten gebruikt. Ik heb alleen nuchtere economische cijfers opgesomd. Op mijn realistische vraag is er echter geen enkel antwoord gekomen. Daarom ben ik zo vrij deze vraag hier te herhalen.

Mijnheer de minister, feitelijk gaat het hier om een reddingsoperatie van Cockerill-Sambre. In een gespecialiseerd Amerikaans tijdschrift *IAMI* zijn de cijfers voor 1982 verschenen over de produktiviteit van de grote staalbedrijven in de wereld. Eerste op de ranglijst staat een niet-geïntegreerd en dus niet-vergelijkbaar, Zuidkoreaans bedrijf Pohang Iron Steel met een produktie van 611,5 ton per man en per jaar. Op de tweede plaats staat Sidmar het een produktiviteit van 415,5 ton per man en per jaar. Helemaal achteraan bengelt Cockerill-Sambre met een produktiviteit van 214,5 ton per man en per jaar. In 1983 is de produktiviteit van Sidmar nog toegenomen met bijna 10 pct. en bedraagt zij 446,5 ton per man en per jaar. Sidmar is één van de weinige staalbedrijven in de hele wereld die ondanks de economische crisis een positieve cash flow heeft.

Mijnheer de minister, mijn concrete vraag is de volgende. Op welke manier zal Cockerill-Sambre de produktiviteit van Sidmar bereiken of evenaren, resultaat zonder hetwelk een positieve cash flow onmogelijk is. Op die vraag kon de heer Gandois geen afdoend antwoord verstrekken. Ik denk dat het toch belangrijk is dat de regering ten minste hierover een antwoord verstrekt. Daarover gaat het tenslotte.

Indien Cockerill-Sambre de nodige produktiviteit niet haalt, dan hebben dit ontwerp, de moeite en al de besprekingen die hier plaatsvinden geen zin. Dat is de realistische taal die minister Eyskens vroeg en al de rest, mijnheer de minister, is kletsboek. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, de antwoorden van de ministers hebben voor een aantal punten wellicht preciseringen gebracht, maar er blijven onbeantwoorde vragen en onduidelijkheden bestaan. Op enkele daarvan wens ik terug te komen en misschien, mijnheer de minister, zult u hier nog willen op ingaan.

Zowel minister Gol als minister Dehaene is ingegaan op de binding van de saldi en de lasten van het verleden. De uitgewerkte regeling betekent niettemin een achteruitgang ten aanzien van de afspraken en beloften geformuleerd bij de stemming over de wet van 8 augustus 1980 op de staatshervorming. Bij de artikelsgewijze bespreking zullen we hierop nog uitvoerig terugkomen.

Inzake de discussie over de eenvoudige of de bijzondere meerderheid, waarover de heer Gol het had, nodig om de wet aan te nemen, stelt de regering vast dat men, al naargelang van de fractie waartoe men behoort, al dan niet spreekt over een feitelijke regionalisering.

Wij stellen vast dat deze dubbele houding ook door sommige leden van de meerderheid wordt aangenomen en dat de regering althans geen uitsluitel geeft en een sibillijnse houding aanneemt. Wij hebben trouwens ook nog altijd geen antwoord gekregen op iets wat we ook in de commissie hebben gevraagd over de adviezen van de Raad van State, namelijk waarom er uiteindelijk geen advies werd gevraagd over het geheel van het geamendeerde wetsontwerp.

Minister Gol herhaalde dat artikel 11 een algemene draagwijdte heeft en van toepassing zou zijn op alle bedrijven tot 30 juni 1984. Aangezien uit de bespreking duidelijk blijkt dat dit artikel niet echt nodig is voor de andere nationale economische sectoren kunnen we alleen besluiten dat deze fameuze stok achter de deur alleen dienstig was, en is, als ruilmunt en als afdreiging voor de Kempense Steenkoolmijnen.

In zijn uiteenzetting is minister Eyskens ingegaan op onze voorafgaande vraag naar de weerslag van het politiek vrijdagakkoord op dit wetsontwerp. Hoewel ik hem hier niet zie, maar ik ben er zeker van dat zijn collega dit wel zal doorzeggen, dank ik de minister voor het uitgebreide antwoord en voor de verduidelijkingen. Ik stel evenwel vast dat de minister gedetailleerd heeft geantwoord op vragen die wij niet hebben gesteld, maar dat hij heeft gezwegen over de drie concrete vragen die wij hem wel hebben gesteld.

U zult mij toestaan ze even te herhalen: ten eerste, hoeveel miljard zal het niet-indexeren van de enveloppe voor de exploitatieverliezen voor de KS aan het Vlaamse Gewest kosten?

Ten tweede, kan de regering ons meedelen of het terugvorderbaar voorschot van 2,2 miljard voor de financiering van de stocks in de KS-enveloppe zitten of niet?

Ten derde, en dat is eigenlijk de cruciale vraag, kan de regering ons een duidelijk beeld geven hoeveel dientengevolge het politiek akkoord van vorige vrijdag aan de KS zal kosten en wat het gevolg van de progressieve uitputting van de KS-enveloppe zal betekenen voor het structureel tekort van de Vlaamse begroting in de toekomst?

Tot besluit: het verwijt van minister Gol dat de oppositie zelf geen alternatief heeft, laat ik uiteraard voor rekening van de minister zelf, maar hij weet best dat ook de Vlaamse socialisten een uitgewerkt sociaal-economisch alternatief hebben en het trouwens aan de bevolking hebben meegedeeld. Als het past willen wij daar graag een debat over voeren. Dan moet de Eerste minister er wel mee ophouden te pas en te onpas te verklaren dat hij met de socialisten niet meer wil of niet meer kan praten.

Als antwoord op deze uitval van de Vice-Eerste minister zeg ik alleen dat de eerste taak van de oppositie is duidelijkheid van de regering en van haar meerderheid te eisen over de gevoerde politiek, en dat is met deze volmachtregering toch wel bijzonder moeilijk, zoniet onmogelijk. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, men neemt zowat dezelfde volgorde in de sprekerslijst als gisteren, zodat ik opnieuw het geluk heb hier als laatste spreker op te treden wat mij het voordeel biedt mijn betoog te kunnen inkorten. Gisteren heb ik mijn spreektijd van tien minuten overschreden. Ik zal nu een inspanning doen om kort te gaan.

Ik heb het debat gisteren met aandacht gevolgd evenals het antwoord van de ministers. Spijtig genoeg zijn de twee ministers tot wie ik mij specifiek wens te richten verdwenen in wat ik daarstraks in een onderbreking een ploegenkoers met aflossing heb genoemd. Ik hoop dat de aanwezige minister aan zijn collega onze repliek op hun antwoord zal willen mededelen.

Gisteren heb ik de zaken in een bredere politieke context geplaatst omdat ik wat beschroomd was voor de economische en juridische aspecten waarin ik mij niet zo goed thuisvoel. Ik meen dat minister Gol daarop heeft ingepikt.

Zijn slotbeschouwingen barstten van nationale tremolo's rond wat opnieuw wordt genoemd: de laatste redplank, de hoop van tien miljoen Belgen en dergelijke meer. Men zou het bijna de slothoogvliegerij van minister Gol kunnen noemen. Om in dezelfde stijl te blijven, deed zijn collega Eyskens daarna aan een soort laagduikerij. Het werd zelfs een scheervlucht in de richting van de Volksunie want al wat nu gebeurt, zou als het ware de schuld zijn van de Volksunie die luttele maanden deel uitmaakte van het overgangskabinet-Vanden Boeynants.

In het licht van recente gebeurtenissen zou ik het een scheervlucht op congresniveau kunnen noemen waarin ons ook werd verweten aanhangwagentjes te zijn. Of moeten wij in plaats van congresniveau spreken van electoraal niveau?

Minister Dehaene is meer op het nuchtere vlak gebleven dan de heren Gol en Eyskens die ook gewag maakten van een alternatief dat zou ontbreken. Sommige van onze collega's hebben daarop reeds geantwoord.

Na de eerlijke uiteenzetting te hebben aanhoord van de heer Bascour hebben wij gisteren ook gepoogd de zaken in een bredere context te zien.

De wederzijdse verwijten die hier gisteren in het debat, schering en inslag waren, werden in de Brusselse krant *La Libre Belgique* samengevat onder de titel *L'Etat en instance de divorce*. Ten einde de zaken open te trekken, hebben wij hier een «eerlijke» Waalse stem laten horen en zijn wij nader ingegaan op een recent interview met de heer Fernand Massart, voorzitter van het *Rassemblement wallon*, gepubliceerd in het weekblad *De Nieuwe*.

Tot mijn grote verwondering moest ik daarna bij minister Gol optreden als een soort documentalist. Zelfs na het einde van de vergadering is de minister hier nog een tiental minuten gebleven om te lezen wat in dat vraaggesprek met zijn vroegere partijgenoot van het *Rassemblement wallon* werd gezegd. Ook van de Waalse socialisten hebben wij naar aanleiding van dit artikel een echo opgevangen, zij het dan niet zozeer om in te haken op het ten aanzien van de Vlamingen positief standpunt van de heer Massart, maar om er wellicht wapens uit te smeden voor een volgende verkiezingsstrijd.

Wij hebben die tonaliteit gemist in het antwoord van de heren Gol en Eyskens. Het elkaar aflossen tijdens de openbare vergadering is waarschijnlijk een bewuste tactiek. Ik heb soms het Kamerdebat bijgewoond en toen zij samen aanwezig waren, zijn er in een korte tijdsspanne, zoveel tegenstellingen tot uiting gekomen, dat ze dit nu blijkbaar hebben willen vermijden.

Ondanks de hooggestemde antwoordtremolo's van minister Gol en ondanks de laagduikerij van minister Eyskens, blijf ik overtuigd van de beginselloosheid van het Belgische huishouden van Jan Steen. De krant *La Libre Belgique* formuleert het aldus: «C'est en fait l'instauration d'un régime de séparation de corps et de biens où l'on s'empresse d'étiqueter les meubles qu'on prétend voir emmener avec soi dans ce qui reste du domicile conjugal.»

Dat men het echter eerlijk doet en op een eerlijke basis. Men moet de ijskast opentrekken en niet de beginselen bevriezen. In die ijskast zit nu de verkilde en ineengedrongen figuur van het arme Kamerlid uit mijn arrondissement Mechelen, de heer Van den Brande, die met zijn lofwaardige poging tot het definitiever oplossen van dit Belgische nationaliteitenprobleem niet verder is geraakt dan de genoemde ijskast.

Wij hebben ons aan de tonaliteit en de tremolo's van het antwoord van de ministers niet laten vangen en ook niet aan het bewust niet spreken in het debat van gisteren van de CVP-leden. Vandaag lezen wij

in een andere regeringskrant *Het Laatste Nieuws*, die tevoren nog sprak over «de laatste redplank op economisch niveau als een eerste stap naar de regionalisering van de economie», het opschrift «Rustige bespreking staalontwerp» en daaronder «Senaat wacht op Nothomb». Er is dus wel een vermenging ondanks de tremolo's die we daarstraks in de stemmen van de ministers hebben gehoord.

In dezelfde krant schrijft de politieke observator: «Naar verluidt willen de CVP-senatoren eerst het antwoord van Nothomb kennen en dan pas beslissen of ze aan het regeringsontwerp hun verdere steun zullen toezeggen.» Mijne heren, dit komt dus niet van de oppositie...

De heer Van Herreweghe. — Geloof u alles wat in de kranten staat?

De heer Luyten. — ...maar van een liberale waarnemer die schrijft in *Het Laatste Nieuws*. Wij zijn geen aanhangwagen geworden van de liberalen, evenmin als van de socialisten. Wij verheugen ons erover dat de socialisten wat meer Vlaamsgezind zijn geworden.

De heer Egelmeers. — Wij hoeven van niemand lessen te krijgen.

De heer Luyten. — Dus de tremolo's in de stem van de heer Gol waar hij het had over de laatste patriottische kans voor tien miljoen Belgen, kunnen ons niet overtuigen.

Ondertussen is wel de voormiddag voorbijgegaan en hebben we via omwegen kennis gekregen van het antwoord van de heer Nothomb. De CVP heeft zich blijkbaar aan de bleke vertoning in de commissie laten vangen. Ze zullen zich ook wel laten vangen aan dit ontwerp en aan het, zoals de heer Bascour het gisteren formuleerde, pseudo-federalisme waarin wij nu vertoeven.

Er wordt zeker geen verdere stap gedaan; de tegenstellingen in het huishouden van Jan Steen worden alleen maar aangescherpt. Wij zullen — om eventuele latere opmerkingen van een eventuele latere Eyskens te voorkomen — in elk geval aan dergelijke zaken niet meer meewerken, want dit heeft met beginselen van een echte federalisering niets te maken.

Dit is wat ik gisteren noemde «het verder strompelen op de eindeloze beginselloze Belgische weg die alleen maar naar de ondergang kan leiden omdat men de problemen, samen met volksvertegenwoordiger Van den Brande, in de ijskast heeft gestopt». (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Au cours d'un échange de vues avec les présidents de groupe, il a été convenu de procéder au cours de la séance de cet après-midi et de celle du soir, si nécessaire, à une discussion sur chaque article proprement dit et de ne procéder que demain à, partir de 15 heures, à l'examen des amendements.

Wanneer wij ons morgen beperken tot de behandeling van en de stemming over de amendementen, gaan wij uit van de veronderstelling dat alle leden vandaag hun zeg hebben gehad in de bespreking van elk van de veertien artikelen van dit wetsontwerp. Bij de bespreking van de amendementen zal dus elke spreker, die het woord wenst te nemen bij een amendement, over maximum vijf minuten spreektijd beschikken, in overeenstemming met ons reglement. Ik dring er dan ook op aan bij de leden die het woord wensen te voeren in de bespreking van de artikelen *stricto sensu*, zich zo spoedig mogelijk in te schrijven.

Het woord is aan de heer Egelmeers voor een beroep op het reglement.

De heer Egelmeers (beroep op het reglement). — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag het woord mij beroepend op artikel 25 van het reglement.

De Raad van State heeft in zijn laatste advies, dit van 8 februari 1984, duidelijk gesteld dat de executieven moeten worden geraadpleegd over iedere regeling en iedere beslissing inzake de nationale sectoren waarvoor de bijzondere wetgever uitdrukkelijk en absoluut de regel gesteld heeft dat altijd en vooraf advies moeten worden gevraagd aan de executieven bij de voorbereiding van regels en beslissingen betreffende de nationale sectoren.

Die uitdrukkelijke en absolute regel geldt ook voor de behandelde amendementen in zover ze regelingen voorstellen die nieuw zijn ten opzichte van die welke voorheen voor advies aan de executieven werden voorgelegd. Ingevolge de opgelegde, zeer korte termijn, heeft de Raad

van State niet kunnen onderzoeken welke amendementen in dit opzicht nieuw zijn.

Op 23 januari 1984 heeft de Vlaamse executieve eenparig een ongunstig advies uitgebracht over het wetsontwerp. Ik bespaar de Senaat de lezing. Collega Van In heeft het er trouwens over gehad met betrekking tot artikel 7. Dit geldt ook voor de andere artikelen. Over de amendementen, die de regering heeft ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers op document nummer 11 en die ondertussen zijn geworden artikel 10, paragrafen 1, 2 en 3, en de artikelen 12 en 13 van het ontwerp dat ons door de Kamer werd overgemaakt, werd de Raad van State niet geraadpleegd. Deze amendementen heeft de regering trouwens, weliswaar volgens de gangbare procedure, ingediend op 28 januari 1984.

Wij vragen uitdrukkelijk dat het advies van de Raad van State van 8 februari 1984 wordt nageleefd en dat de oorspronkelijke amendementen, die in het ontwerp artikelen zijn geworden, aan de executieven voor advies worden voorgelegd.

Wij zijn de mening toegedaan — dat blijkt trouwens ook uit artikel 6 van de wet van 8 augustus 1980 — dat de adviezen van de Vlaamse executieve over dit ontwerp, hoe onduidelijk en gebrekkelijk het ook moge zijn, zeker zo belangrijk zijn als de juridische adviezen van de Raad van State, omdat dit ontwerp een politiek akkoord, een compromis is tussen de nationale regering en de Vlaamse executieve waarvoor hier een beslissing van het Nationaal Parlement wordt gevraagd.

Aangezien in de Kamer deze procedure niet kon worden toegepast, meen ik dat de Senaat in alle duidelijkheid moet zeggen dat hij niet wenst de bepalingen van de wet van 8 augustus 1980 opzij te leggen en dat de adviezen van de Vlaamse executieve moeten worden gevraagd.

Dienvolgens, mijnheer de Voorzitter, beroep ik mij op artikel 25, 2^o, van het reglement van de Senaat en vraag dat het debat zou worden geschorst, opdat de Senaat zich zou beraden over de wenselijkheid het advies van de Vlaamse executieve te vragen over de desbetreffende artikelen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Mijnheer Egemeers, ik moet zeggen dat ik u, na raadpleging van de documenten ter zake, niet goed begrijp.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Ik zou refereren naar dezelfde documenten, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Het gaat dus over de documenten van 18 januari, 24 januari en 27 januari. Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Ik heb hier het document nr. 9 van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De regering had inderdaad een aantal teksten aan het ontwerp toegevoegd, na het advies van de Raad van State en na de adviezen van de executieven. De Voorzitter van de Kamer heeft het advies van de Raad van State gevraagd over paragraaf 2 van artikel 10 en over de artikelen 12 en 13 die achteraf aan het ontwerp waren toegevoegd.

De Raad van State heeft opgemerkt bij het eerste verzoek om advies van de Voorzitter van de Kamer, dat de executieven over deze artikelen geen advies hadden uitgebracht. Daarop werd het advies van de executieven gevraagd, — de heer Egemeers heeft er trouwens op gewezen — over die drie artikelen. De Raad van State heeft maar een advies ten gronde uitgebracht nadat hij in kennis was gesteld van de adviezen van de executieven.

Ik meen derhalve dat de vraag van de heer Egemeers zonder voorwerp is.

De Voorzitter. — Ik lees in het document nummer 6 van 18 januari: de aanvraag om advies is beperkt tot de artikelen 10, § 2, en de artikelen 12 en 13.

Daarop heeft de Raad van State opgemerkt dat hij hierover geen advies kon geven omdat er eerst een advies van de executieven moest zijn.

Vervolgens is er het document nummer 9 van 24 januari dat de adviezen bevat van de executieven en op 27 januari verstrekt dan de Raad van State een advies over de artikelen 10, § 2, 12 en 13.

Ik begrijp dus uw vraag niet goed, mijnheer Egemeers, maar u hebt het woord.

De heer Egemeers. — Mijnheer de Voorzitter, het gaat over document nummer 11 van de Kamer. Daaruit blijkt dat de amendementen werden ingediend bij de Kamer op 28 januari 1984. Daarmee werd het huidige artikel 10 geamendeerd, onder andere, ook paragraaf 3.

Missen is menselijk, maar ik meen het hier bij het rechte eind te hebben, tenzij de regering kan aantonen uit welk document van de Raad van State blijkt dat het advies van de executieven werd gegeven over de oorspronkelijke amendementen van de regeringsontwerp. Of wenst de regering misschien in de onduidelijkheid te blijven?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, sta mij toe de chronologie van de gebeurtenissen even te resumeren.

De Vlaamse executieve heeft haar advies geformuleerd op 24 januari.

De Voorzitter van de Kamer heeft het advies van de Raad van State gevraagd op dezelfde datum. Daaruit moet ik besluiten dat het advies van de executieve is gebaseerd op de door de regering oorspronkelijk ingediende tekst en niet op de geamendeerde tekst.

De heer Seeuws. — Dat is vanzelfsprekend.

De heer Egemeers. — Inderdaad.

De heer Van In. — Wij zijn het niet eens met de regering wat de zaak ten gronde betreft.

De Voorzitter. — Op 18 januari werd door de Voorzitter van de Kamer een eerste advies gevraagd. Daarop heeft de Raad van State geantwoord dat eerst een advies moest worden uitgebracht door de executieven. Die worden op 24 januari gegeven. Op 27 januari — document nummer 10 — krijgen wij het advies van de Raad van State over de artikelen. Ik zie dus niet waar er een probleem zou zijn.

Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Egemeers heeft over de aanpassingen die ingevolge het advies van de Raad van State werden aangebracht aan de amendementen.

Het gaat nu echter om amendementen die werden ingediend om rekening te houden met het advies van de Raad van State, op een punt waarover de executieven hun advies al hadden gegeven.

Mochten wij de door de heer Egemeers voorgestelde procedure volgen, dan belanden wij in een vicieuze cirkel.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Egemeers.

De heer Egemeers. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, over het oorspronkelijk amendement op artikel 10 — document nummer 11 — hebben de executieven geen advies uitgebracht.

De zinsnede «financiële middelen» wordt gewijzigd in «gezamenlijke financiële middelen». Dat is een wijziging ten gronde van de oorspronkelijke tekst. Dat is voor ons erg onduidelijk. Misschien niet voor de leden van de Vlaamse executieve. Zij moeten zeggen wat naar hun mening de draagwijdte is van de zinsnede «de gezamenlijke financiële middelen».

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik meen dat de toestand toch duidelijk is.

De regering heeft na het advies van de Raad van State amendementen ingediend om de tekst in overeenstemming te brengen met het advies van de Raad van State.

Er mag in die omstandigheden niet worden beweerd dat de executieven over deze materie ten gronde geen advies hebben uitgebracht.

Wanneer wij de redenering van de heer Egemeers volgen, weten wij niet meer wanneer er een einde moet worden gemaakt aan het vragen van advies.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Egemeers.

De heer Egelmeers. — De procedure van het vragen van advies is hierover ten einde zodra de Vlaamse executieve over die tekst haar advies heeft gegeven en dan werd artikel 6 van de wet van 8 augustus gerespecteerd.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Wij stellen dat de vereiste procedure werd geëerbiedigd.

De heer Egelmeers. — Dat zegt u, mijnheer de minister. Wij zeggen echter dat het anders is en wij kunnen het bewijzen ook.

De Voorzitter. — De heer Egelmeers vraagt de schorsing van het debat tot de executieven hun advies hebben uitgebracht.

Over deze vraag moet worden gestemd.

M. André. — Monsieur le Président, puis-je vous demander de suspendre la séance durant dix minutes?

M. le Président. — La parole est à M. Jacques Wathelet.

M. J. Wathelet. — Je ne suis pas contre une suspension de séance, monsieur le Président, car on court le risque d'une certaine confusion.

En effet, l'article 25 prévoit bien la possibilité de demander l'ajournement; c'est, je crois, le mot utilisé, mais la justification fournie pour voir appliquer cet article, me fait hésiter. Il semblerait, monsieur Egelmeers, que vous vous soyez trompé et que la réponse du gouvernement soit satisfaisante.

Demander un ajournement pour un motif qui n'existe peut-être pas, me paraît peu raisonnable à l'égard de l'assemblée.

Je veux bien reconnaître que si vous vous êtes trompé, monsieur Egelmeers, vous l'avez fait en toute bonne foi, mais de là à accepter la prise en considération d'une demande d'ajournement simplement parce qu'elle est réclamée, me paraît anormal.

Si donc je veux bien appuyer la demande de suspension formulée par M. André, j'estime cependant qu'un problème de base est posé.

En effet, où allons-nous si chaque fois qu'une hésitation est permise, on demande l'ajournement de la discussion?

M. le Président. — A mon avis, nous abordons déjà le fond du problème.

Le ministre a reconnu que quelques modifications avaient été apportées au texte après le 27 janvier et je veux bien admettre qu'elles sont intervenues suite aux avis reçus.

M. Egelmeers estime, par contre, que les exécutifs n'ont pas émis d'avis sur ces modifications.

La parole est à M. Jacques Wathelet.

M. J. Wathelet. — Lorsqu'on a envoyé une série d'amendements au Conseil d'Etat, celui-ci s'est à nouveau prononcé à propos de ceux relatifs à l'article 10, et notamment sur un amendement dont je n'ai pas le texte, mais dont je puis vous donner communication de l'avis qui l'accompagnait.

L'avis du Conseil d'Etat n'est pas demandé, je le sais, mais l'amendement subsidiaire tendait à imposer au gouvernement l'obligation de soumettre à l'avis des exécutifs régionaux tout arrêté royal pris en exécution de l'article 10.

Le Conseil d'Etat a estimé que ce n'était pas nécessaire puisque ce problème était réglé par la loi spéciale.

Je crois, par conséquent, que cette instance a été amenée à réexaminer l'ensemble du problème à ce moment-là.

M. le Président. — Il importe de savoir si les quelques modifications auxquelles le ministre vient de faire allusion avaient été apportées lorsque les 28 amendements ont été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, le 9 février.

La parole est à M. Jacques Wathelet.

M. J. Wathelet. — Je suppose que le Conseil d'Etat, lorsqu'il a examiné ces amendements, les a étudiés en fonction du texte finalement proposé par le gouvernement. Il est impossible d'imaginer qu'il ait pu en être autrement. C'est du moins mon avis. Dès lors, la suspension demandée me paraît la solution la plus raisonnable.

M. le Président. — M. Egelmeers n'a pas précisé très clairement sur quelle matière les exécutifs devraient donner leur avis.

M. J. Wathelet. — Il est vrai que le Conseil d'Etat considère, dans son dernier avis, les avis des exécutifs comme une formalité substantielle. Cette façon de voir est toutefois en contradiction avec l'avis que le Conseil avait émis sur la Cour d'arbitrage, avis dans lequel il considérait que c'était là une question de pure forme. Il y a donc des variantes quelque peu incompréhensibles.

Une suspension pourrait permettre de vérifier utilement divers points.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, ik wilde even verwijzen naar document nummer 17 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, waarover verschillende leden niet schijnen te beschikken. Dit document bevat het laatste advies van de Raad van State over dit ontwerp.

De heer Egelmeers heeft hieruit een passage voorgelezen, die blijkbaar aan de aandacht van een aantal collega's is ontsnapt. De Raad van State zegt in dit advies dat het voorleggen van beslissingen voor advies aan de executieve ook geldt voor de onderzochte amendementen in zoverre zij een regeling voorstellen die nieuw is ten opzichte van de tekst die voorheen ter advies aan de executieve werd voorgelegd. De Raad van State voegt eraan toe dat hij ingevolge de opgelegde korte termijn niet heeft kunnen oordelen welke amendementen al dan niet nieuw zijn.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer Seeuws, u leest het advies voor van de Raad van State over amendementen die werden ingediend door leden van de Kamer en waarover advies werd gevraagd door 61 volksvertegenwoordigers.

In dat advies zegt de Raad inderdaad dat hij niet heeft kunnen onderzoeken in welke mate deze amendementen nieuwe elementen ten gronde inhouden. Dit is iets totaal anders.

De heer Seeuws. — Daar gaat het niet om.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Er moet een duidelijk onderscheid worden gemaakt.

Wanneer men het advies van de Raad van State heeft gevraagd over paragraaf 2 van artikel 10 en over de artikelen 12 en 13, heeft hij geantwoord dat er vooraf een advies moest worden uitgebracht door de executieven. De regering heeft dit advies gevraagd aan de executieven en daarna heeft de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers opnieuw het advies gevraagd aan de Raad van State, die een advies ten gronde heeft uitgebracht.

De Raad van State werd vervolgens een tweede maal geconsulteerd over amendementen die werden ingediend in openbare vergadering. Daarop heeft de Raad van State inderdaad geantwoord dat hij niet heeft kunnen oordelen in welke mate deze amendementen nieuw waren en voor welke amendementen derhalve het advies van de executieven vereist is. Dit probleem is echter niet ter zake, want geen enkel van die amendementen werd aangenomen. Er is dus geen enkel probleem. De executieven hebben over alle artikelen van de wet advies uitgebracht conform de wet.

De Voorzitter. — Mijnheer Seeuws, ik kan inderdaad bevestigen wat minister Dehaene heeft gezegd. In de voorlaatste paragraaf van de inleiding van het tweede advies van de Raad van State staat inderdaad: «Ingevolge de opgelegde korte termijn heeft de Raad van State niet kunnen onderzoeken welke amendementen in dit opzicht al dan niet nieuw zijn.» Dit wil zeggen dat hij niet heeft kunnen onderzoeken over welke amendementen eventueel het advies van de executieven moet worden gevraagd. Dit is alles wat in het advies staat.

Het woord is aan de heer Egelmeers.

De heer Egelmeers. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, mij interesseert alleen het advies van de executieven, meer bepaald van de Vlaamse executieve. De Vlaamse executieve heeft alleen maar een advies gegeven over dit ontwerp op 23 januari 1984 en dit advies was over de hele lijn ongunstig. Dit advies handelde over het ontwerp in het algemeen en over de artikelen 7, 9 en 11 in het bijzonder.

De Vlaamse executieve heeft geen advies verstrekt over de geciteerde amendementen die nu artikelen van het ontwerp zijn geworden. Dit is geen vicieuze cirkel. De executieve moet opnieuw een advies geven.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer Egemeers, de regering heeft, na het advies van de executieven en na het advies van de Raad van State amendementen ingediend om het ontwerp aan te passen aan het advies van de Raad van State.

Deze amendementen hebben echter het ontwerp ten gronde niet gewijzigd. De executieven hebben bijgevolg een advies uitgebracht over de grond van de voorgestelde maatregelen van het ontwerp. De Raad van State zegt bovendien zelf in zijn laatste advies dat er een nieuw advies van de executieven alleen nodig is indien het nieuwe elementen betreft.

De heer Egemeers. — Mijnheer de minister, de regering heeft geoordeeld aan haar meerderheid te moeten vragen, artikel 10 te wijzigen door de financiële middelen duidelijker te omschrijven. Volgens mij gaat het om een wijziging ten gronde en de Vlaamse executieve moet weten wat de draagwijdte is van de gezamenlijke financiële middelen.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer Egemeers, daarover heeft de executieve haar advies gegeven.

De heer De Bondt. — De minister heeft geen ongelijk.

De heer Egemeers. — Kunnen wij dan de tekst krijgen van dat advies?

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — U hebt het advies.

M. J. Wathélet. — Monsieur le Président, nous pouvons découvrir la solution dans le *Compte rendu analytique* de la Chambre.

A propos de l'envoi, exigé et obtenu d'ailleurs, au Conseil d'Etat des 28 amendements, M. Van der Biest, président du groupe socialiste, a précisé « que le PS a agi comme il l'a fait parce que c'était le seul moyen lui permettant de demander l'avis du Conseil d'Etat, sur tous les articles du projet ».

Il ressort donc du débat qui s'est déroulé à la Chambre, et du propre aveu du porte-parole d'un parti important de l'opposition que, par le biais des amendements, le Conseil d'Etat a procédé à un examen complet du projet.

M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles. — Ici, il s'agit des exécutifs.

M. J. Wathélet. — C'est un problème qui devient adventice.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, het is allemaal doodeenvoudig. Wanneer de leden van de Senaat de moeite nemen om de stukken 10 en 11 uit het Kamerdossier te bekijken, dan zullen zij merken dat de Raad van State op 27 januari een advies heeft uitgebracht.

De Voorzitter. — Dat heb ik allemaal gezegd, mijnheer Van In.

De heer Van In. — Tengevolge daarvan — en dat zegt minister Dehaene ook — diende de regering op 28 januari amendementen in, die de oorspronkelijke tekst aanvulden of wijzigden.

Vandaag zeggen de heren Seeuws en Egemeers dat de executieven over deze amendementen geen advies hebben uitgebracht. Mijnheer Dehaene zegt dat zulk advies niet meer nodig is omdat er fundamenteel niets veranderd is. De Vlaamse socialisten daarentegen zijn de tegenovergestelde mening toegedaan en vragen bijgevolg een advies van de executieven.

De Voorzitter. — Het misverstand ligt ook elders. Als wij artikel 6, VI, lezen dan stellen wij vast dat de regering inderdaad verplicht is het advies van de executieven te vragen op het ogenblik dat zij amendementen indient. Dat heeft de Raad van State ook gezegd.

De vraag is echter of de Senaat als dusdanig een advies moet vragen aan de executieven over het eerste het beste amendement dat hier wordt ingediend.

De heer Van In. — Wij kunnen alleen vaststellen dat het advies niet gevraagd is.

De Voorzitter. — Dat kunt u.

De heer Van In. — Wij kunnen ons over de opportuniteit uitspreken.

De Voorzitter. — Maar ondertussen is het ontwerp in de Kamer al goedgekeurd. Op het ogenblik heb ik alleen kennis van de tekst die uit de Kamer komt.

De heer Egemeers. — Mijnheer de Voorzitter, in de wet van 8 augustus 1980, een goede uitgave deze keer, ...

De heer De Bondt. — Een onverdachte bron.

De heer Egemeers. — ... wordt gesteld dat voor de sectoren waarvoor een nationaal sectorieel beleid wordt erkend, elke regel wordt vastgesteld en elke beslissing wordt genomen door de nationale overheid op advies van de executieven. Dat is weer een zwakte van die wet van 8 augustus 1980.

Mijnheer de Voorzitter, u vraagt zich terecht af wie het advies moet vragen. Logischerwijze en gelet op onze staatsstructuur komt het de regering toe dit advies te vragen. Dat is duidelijk. Vermits de regering oordeelde dit niet te moeten doen, vragen wij dat de Senaat zou zeggen dat het best ware het advies te vragen. En ik steun daarbij op het Senaatsreglement en de medewerking van u allen. Wij mogen deze kans niet laten voorbijgaan. De wet van 8 augustus 1980 is uitdrukkelijk en de Raad van State heeft bevestigd dat elke wijziging, belangrijke of niet, op welk moment ook aangebracht, onderworpen moet worden aan het advies van de executieven.

Dat is alles.

Wij vragen dat de Senaat hierover zou stemmen. Ingevolge artikel 25, 2°, van ons Reglement, kan ik alleen vragen deze bespreking te schorsen. Volgens mij moet daarover worden gestemd. Wij hopen dat de Senaat ingevolge een stemming eenparig aan de regering zal zeggen dat zij hier de wet moet respecteren, te meer daar de wet nog werd verduidelijkt door een advies van de Raad van State. Dat heeft niets te maken met een vicieuze cirkel.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, ik meen dat de laatste uiteenzetting van de heer Egemeers zeer duidelijk was.

Het is de stelling van de regering dat de wet van 8 augustus 1980 integraal werd gerespecteerd, en dat de vereiste procedure volledig werd gevolgd.

De heer Egemeers vraagt de vergadering te schorsen. Hij stelt de regering voor toch nog een advies aan de executieven te vragen, vermits dat volgens hem nog niet is gebeurd.

Ik ben ook van oordeel, maar dat behoort tot uw bevoegdheid, mijnheer de Voorzitter, dat de Senaat zich hierover moet uitspreken. De regering is evenwel van oordeel dat de wet van 8 augustus 1980 volledig is gevolgd.

De Voorzitter. — Ook ik was die mening toegedaan.

Ik ga evenwel in op het verzoek van de heer Egemeers om de vergadering een tiental minuten te schorsen.

— *La séance est suspendue à 16 h 15.*

De vergadering wordt geschorst te 16 u. 15.

Elle est reprise à 16 h 45.

Ze wordt hervat te 16 u. 45.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

Een schorsing kan wel eens nuttig zijn. Ik meen te hebben begrepen dat de fractievoorzitters ermede akkoord gaan dat wij morgen te 15 uur

stemmen over de vraag van de heer Egelmeers alvorens over te gaan tot de bespreking en de stemming van de amendementen. Wij zullen ons dus houden aan de afspraak en ons vandaag beperken tot de « algemene bespreking » van elk der 14 artikelen. In de bespreking van de amendementen die morgen zal plaatsvinden, zal overeenkomstig ons reglement, elke spreker vijf minuten tijd krijgen om zijn standpunt toe te lichten.

J'insiste auprès des membres qui désirent intervenir dans la discussion générale des articles proprement dits, afin qu'ils me le fassent savoir pour que je puisse dresser la liste des orateurs.

Trois orateurs sont déjà inscrits dans la discussion de l'article premier.

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, alvorens over te gaan tot de bespreking van de artikelen wil ik u doen opmerken dat ik een concrete vraag heb gesteld aan de regering, namelijk hoe men de produktiviteit bij Cockerill-Sambre op het niveau zal brengen van Sidmar? U kan de regering vanzelfsprekend er niet toe verplichten te antwoorden maar ik meen dat die vraag toch wel thuishoort in de algemene bespreking van het ontwerp van wet.

De Voorzitter. — Mijnheer Van Ooteghem, het spijt mij maar de algemene bespreking is gesloten. U hebt vanzelfsprekend in een repliek op het antwoord van de minister, het recht om te zeggen wat u wil maar de regering is niet verplicht daar nogmaals op in te gaan. Dat zou ons te ver leiden.

De heer Van Ooteghem. — Ik wacht nog steeds op het antwoord van de regering, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Misschien kan u die vraag dan herhalen wanneer wij het artikel bespreken waarop zij betrekking heeft.

Wij vatten nu de bespreking aan van de artikelen.

Nous passons maintenant à la discussion des articles.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. La Région wallonne et la Région flamande sont seules tenues, chacune pour ce qui la concerne, des charges qui découlent de décisions ou d'engagements pris, à partir du 1^{er} janvier 1975, dans les matières visées à l'article 6, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, à la suite de délibérations des comités ministériels pour les affaires régionales wallonne et flamande, institués par la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107^{quater} de la Constitution, modifiée par les lois du 19 juillet 1977 et du 5 juillet 1979, coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 et modifiée par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

La Communauté française et la Communauté flamande sont seules tenues, chacune pour ce qui la concerne, des charges qui découlent de décisions ou d'engagements pris, à partir du 1^{er} janvier 1972, dans les matières visées à l'article 4, 1^o à 10^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sous la responsabilité des ministres de la Culture; elles sont aussi seules tenues des charges qui, dans les mêmes matières découlent de décisions ou d'engagements pris, à partir du 1^{er} janvier 1980, à la suite de délibérations des comités ministériels des Communautés française et néerlandaise, institués par la loi du 5 juillet 1979, coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 et modifiée par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

La Communauté française et la Communauté flamande sont seules tenues, chacune pour ce qui la concerne, des charges qui découlent de décisions ou d'engagements pris, à partir du 1^{er} janvier 1980, dans les matières visées à l'article 4, 11^o à 17^o, et à l'article 5 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, à la suite de délibérations des comités ministériels des Communautés française et néerlandaise, institués par la loi du 5 juillet 1979, coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979 et modifiée par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Les charges visées aux alinéas précédents comprennent également les obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir concernant les décisions et engagements susdits.

Artikel 1. Het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest alleen zijn, ieder voor zich, gehouden tot de lasten die voortvloeien uit beslissingen of verbintenissen die, vanaf 1 januari 1975, in de aangelegenheden bedoeld

in artikel 6, § 1, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 zijn genomen of aangegaan ingevolge beraadslagingen van de ministeriële comités voor Vlaamse en voor Waalse gewestelijke aangelegenheden en van de ministeriële comités voor het Vlaamse Gewest en voor het Waalse Gewest, ingesteld door de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen, in voorbereiding van de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1977 en 5 juli 1979, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979 en gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

De Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap alleen zijn, ieder voor zich, gehouden tot de lasten die voortvloeien uit beslissingen of verbintenissen die, vanaf 1 januari 1972, in de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1^o tot 10^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 zijn genomen of aangegaan onder de verantwoordelijkheid van de ministers van Cultuur; zij alleen ook zijn gehouden tot de lasten die, in dezelfde aangelegenheden, voortvloeien uit beslissingen of verbintenissen die, vanaf 1 januari 1980, zijn genomen of aangegaan ingevolge beraadslagingen van de ministeriële comités voor de Nederlandse Gemeenschap en voor de Franse Gemeenschap, ingesteld door de wet van 5 juli 1979, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979 en gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

De Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap alleen zijn, ieder voor zich, gehouden tot de lasten die voortvloeien uit beslissingen of verbintenissen die, vanaf 1 januari 1980, in de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 11^o tot 17^o, en in artikel 5 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 zijn genomen of aangegaan ingevolge beraadslagingen van de ministeriële comités voor de Nederlandse Gemeenschap en voor de Franse Gemeenschap, ingesteld door de wet van 5 juli 1979, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979 en gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

De in de vorige leden bedoelde lasten omvatten ook de verplichtingen die voortkomen uit hangende en toekomstige rechtsgedingen betreffende de daarin bedoelde beslissingen en verbintenissen.

Het woord is aan mevrouw Nelly Maes.

Mevrouw N. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren ministers, geachte collega's, het wetsontwerp betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de gemeenschappen en de gewesten en de nationale economische sectoren draagt een verkeerd opschrift. Veel beter zou zijn: Wetsontwerp tot uitvoering van een politiek compromis dat een nieuwe miljardenstroom naar Cockerill-Sambre moet mogelijk maken.

Indien de wetgever zijn taak ernstig neemt, moet hij beginnen met zich af te vragen of deze nieuwe miljardentoevoer wel zinvol is. Dit was de draagwijdte van de vraag van de heer Van Ooteghem en ik zal zo vrij zijn deze vraag te onderzoeken.

Het plan-Gandois bepaalde dat naast tal van voorwaarden ook een nieuwe miljardeninbreng nodig was om Cockerill-Sambre *à peu près rentable* te maken. De kostprijs werd geraamd op 107 miljard. Deze raming is op het ogenblik reeds achterhaald. Aan de heer Gandois werd niet gevraagd wat hij dacht van de diverse scenario's die in verband met Cockerill-Sambre de jongste jaren in de pers, in de politieke milieus, bijvoorbeeld in de CVP, en in de economische kringen werden geschreven. Zo was er het scenario « redding », het scenario « begeleid faillissement » en het scenario « sluiting ».

De heer Gandois moest en zou een plan voor de redding ter tafel leggen, wat ook de kostprijs ervan zou zijn. De Vlaamse partijen, ook die van de regering, hadden er zich tegenover de Vlaamse opinie toe verbonden het geld niet langer naar de verloren zaak van het Waalse staal te laten vloeien.

Het herstructureringsplan-Claes was achterhaald, hoewel het de Staat zeer veel geld had gekost om aandeelhouder te worden in de verlieslatende staalindustrie.

Zo betaalde de overheid 1 300 frank per Cockerill-aandeel, terwijl de gemiddelde beurswaarde slechts 400 frank bedroeg. Ook de overname van Cockerill-aandelen in Sidmar kostte in totaal 1,5 miljard meer dan Cockerill voor zijn Sidmar-aandelen elders zou hebben gekregen. De totale kostprijs van deze overheidsbijdrage wordt op 10,3 miljard geraamd. De financiering van de goedgekeurde investeringen zou 20,1 miljard kosten, namelijk 50 pct. overheid en 50 pct. privé. De saneringen bleven echter uit. De holdings vertoonden weinig ijver om te investeren en de staalmarkt was nog verder achteruitgegaan.

Het Waalse staal stortte in mekaar en toen kwam het tweede plan-Claes van 15 mei 1981, hoofdzakelijk bedoeld voor Cockerill-Sambre. Ik vat samen: 21,5 miljard investeringen bekrachtigd plus de gedane investeringen, samen 27,5 miljard; 7 miljard leningen voor Cockerill-Sambre met staatswaarborg om het kapitaal op 4 pct. van de omzet te brengen; een « maximale en definitieve enveloppe » van 22 miljard voor Cockerill-Sambre om de exploitatieverliezen tot 1985 te financieren; omzetting van 6 miljard kortlopende en langlopende kredieten — prefinitanciering van de 22 miljard, plafond van de kaskredieten op 4 miljard.

Staatswaarborg op een lening van 6,6 miljard op 20 jaar voor het betalen van de bruggensioenen waarvan de rentelast ten laste van Economische Zaken; verlenging van het moratorium op de schuldenlast tot 31 december 1985; consolidatie van vroegere overbruggingskredieten.

De Staat is nu aandeelhouder met 81,44 pct. zodat het privé-kapitaal verder Cockerill-Sambre de rug kan toekeren maar toch met 6,3 pct. van het kapitaal evenveel beheerders blijft tellen.

Men heeft ook compensaties voor de staalbedrijven in Vlaanderen en Wallonië. Sidmar bijvoorbeeld, krijgt 2,9 miljard voor het dekken van de verliezen uit het verleden en 8,3 miljard voor het dekken van toekomstige verliezen, en één derde van het investeringsprogramma.

De uitvoering van dit fameuze plan stuit echter op grote moeilijkheden. De huidige regering zal zich deze nog wel herinneren. Deze moeilijkheden zijn van drieërlei oorsprong: moeilijkheden in de partijen, met name weerstand in Vlaanderen van de publieke opinie die af en toe de CVP nog eens doet opschrikken, weerstand in de vakbonden voor de uitvoering van het sociale luik en weerstand bij de banken. Welke weerstanden zijn de regering noodlottig geworden? Natuurlijk deze van de banken. Gevolg: val van de regering-Eyskens op 21 september 1981.

Maar er komt een nieuwe regering die het plan overneemt en beslist 30 miljard schulden om te zetten in kapitaal en 10 miljard extra steun uit te trekken voor Cockerill-Sambre als omzetting van korte-termijnschulden in kapitaal. Voor de rest behoudt ze het plan-Claes met de fameuze enveloppes. Ze hervat de onderhandelingen met de banken en komt tot een akkoord.

Met de arbeiders gaat dit moeilijker. Dezen houden hun marsen op Brussel, wat niet zonder resultaat blijft. Onder druk van de sociale onrust in Wallonië doet de regering nieuwe toegevingen.

Het verlies van Cockerill-Sambre bedraagt 17,6 miljard in 1981. De enveloppe zou dus uitgeput zijn einde 1982 en niet einde 1985. Er komen echter nieuwe toegevingen: 15 miljard lange-termijnskredieten en 5 miljard rentebonificaties omgezet in kapitaal. Dan belooft de heer Vandestrack sanering. Hij belooft zelfs de verliezen onder 22 miljard te houden en tegen 1985 een winst van 1,1 miljard te realiseren.

Dames en heren, dit sprookje werd indertijd als officiële versie overgenomen door de regering en aangenomen door de meerderheidspartijen, maar het spreekt vanzelf dat het niet werd bewaarheid, zelfs niet op één enkel onderdeel. De regering besliste echter niets definitiefs en wachtte op... Gandois.

Inmiddels worden wel nieuwe « voorlopige » beslissingen genomen: in september 1982 5 miljard en in december 1982 kan eindelijk de kaap worden genomen en kan men de rest van de magische enveloppe van 22 miljard aanspreken, namelijk de 7,5 miljard die er nog inzit en de 5 miljard kapitaalverhoging, tegen belofte van een herstructureringsplan vóór 31 maart 1983.

M. Jandrain. — C'est de la démagogie.

Mevrouw N. Maes. — Wat zijn deze woorden allemaal waard?

Dan volgt de « definitieve » beslissing van 30 december 1982: de consultantenopdracht van de heer Gandois — tegen de redelijke vergoeding van 8 miljoen wedde per jaar — luidt: een herstructureringsplan uitwerken dat de leefbaarheid en rentabiliteit van Cockerill-Sambre tegen 1985 moet verzekeren.

Vooraf, namelijk tegen 1 februari 1983, moet er in Cockerill-Sambre een nieuw sociaal pact worden uitgewerkt.

Intussen mochten de gelden, bestemd voor investeringen, wel worden gebruikt om de verliezen te betalen als al de rest niet voldoende was. Als uit het plan-Gandois zou blijken dat dit alles nog niet volstond, zou de regering de gewesten betrekken bij de financiering van de nationale sectoren. Daarmee was de eis tot regionalisering van de nationale sectoren van de baan. De CVP begroef ze.

Zo slaagde de regering erin het staal verder voor zich uit te schuiven. Zij wachtte nu op Gandois. Zijn rapport verscheen op 13 mei 1983. Hij noemde Cockerill-Sambre het slechtst presterende staalbedrijf van West-Europa, ondanks de 64,5 miljard verleende steun en 67,2 miljard gegeven staatswaarborgen, die we dus ook kwijt zijn.

Om Cockerill-Sambre te laten overleven is, volgens Gandois, 107 miljard nodig, sociaal luik inbegrepen. Om die middelen op tafel te krijgen werd dit ontwerp, in al zijn ingewikkeldheid, in het Parlement ingediend, als uitvoering van het politiek compromis van 11 juli 1983.

Vooraleer over dit ontwerp kan gestemd worden moeten de essentiële vragen gesteld worden. We hopen dat de regering ons hierop een antwoord zal verschaffen.

Ten eerste, zullen inzake Cockerill-Sambre de kosten en de verliezen niet hoger oplopen dan verwacht in het plan-Gandois?

Ten tweede, zullen de banken genoeg nemen met het soort bijzonder voorrecht, waarover in dit debat zoals in dit van de Kamer van volksvertegenwoordigers en in de adviezen van de executieve, vragen worden gesteld, en dat geen staatswaarborg mag zijn?

Ten derde, wat zal er worden van het fameuze sociale luik met het saneringsplan waarover we reeds zo lang uitsluitel hadden moeten krijgen?

Mijnheer de minister, als we hier met zovelen op deze tribune komen om telkens weer naar deze vragen te verwijzen, is het omdat er bij ons grote ongerustheid bestaat over de toekomst van Cockerill-Sambre.

Wij vrezen dat de nieuwe miljardeninspuiting als verloren zal moeten worden beschouwd. Bovendien beseffen wij zeer goed dat dit geld, ondanks de onderling tegenstrijdige verklaringen van de regering, in hoofdzaak afkomstig is uit het Vlaamse land.

Daartegenover stelt u een ontwerp waarbij de regering ons aantoonst op welke wijze zij nu, en wellicht ook in de toekomst, de middelen bedoeld voor de gewesten zal hernationaliseren. Voor alle oprechte voorstanders van een echte federalisme en een echt zelfbestuur is het gruwel.

Aan degenen die bekommerd zijn om het voortbestaan van de Belgische Staat — wat niet mijn zorg is —, en vooral aan de partijen die steeds als machtige de regeringen bevolken, stel ik de vraag of zij de verantwoordelijkheid willen dragen voor dit ontwerp dat het voortbestaan van elke toekomstige Belgische regering afhankelijk maakt van dure en unitaire compromissen en wederzijdse chantages.

Dit is onvermijdelijk het resultaat van de mechanismen die in deze wet zijn ingebouwd, mechanismen die wellicht Cockerill-Sambre zullen overleven. Of de Staat deze mechanismen zal overleven betwijfelen wij echter zeer sterk. Beweer nu niet dat wij daarvoor geen alternatief hebben, want dat hebben wij wel.

Tenslotte voert u op het sociale vlak de mogelijkheid in om matiging op te leggen aan alle bedrijven in de nationale sectoren waardoor u zich schuldig maakt aan het veroorzaken van de grootste sociale onrust.

Mijnheer de Voorzitter, wij wenden ons tot deze regering om een antwoord te krijgen op onze bekommerning, maar wij wenden ons ook tot de partijen van de meerderheid om ze ertoe aan te zetten zich te bezinnen nu het nog niet te laat is, en in elk geval deze regering die wellicht op haar laatste benen loopt, niet de gift van een miljardenstroom mee te geven die ons allen naar de afgrond voert. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Mme Remy-Oger. — Avez-vous l'argent pour offrir le cercueil?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, geachte collega's, met uw goedvinden zal ik bij de bespreking van artikel 1 een algemene, kritische beschouwing houden aangaande het eerste deel van het wetsontwerp betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de gemeenschappen en de gewesten, zodat ik daarop in de artikelsgewijze bespreking niet hoeft terug te komen.

Het bleek reeds duidelijk uit het voorafgaand debat tijdens de algemene bespreking dat de koppeling van de saldi en de lasten van het verleden aan de financiering van de nationale economische sectoren duidelijk niet leidt tot een gunstige oplossing van de problemen, ook niet voor Vlaanderen.

De regering stelt het voor alsof ze een belangrijke tegemoetkoming doet en geeft de indruk dat hierdoor de financiële problemen van de gewesten worden opgelost.

Niets is minder waar.

Integendeel is de uitgewerkte regeling een achteruitgang ten overstaan van de afspraken en de gedane beloften wanneer de wetten van 8 en 9 augustus 1980 op de staatshervorming werden besproken en goedgekeurd.

Wat de begrotingssaldi betreft, kwamen deze bedragen feitelijk in rechte toe aan de gemeenschappen en de gewesten. Deze saldi werden echter tot nu toe niet overgedragen alhoewel reeds in 1980 en 1981 op deze middelen uitgaven werden gedaan en ook voor de begroting 1982 van de Vlaamse Gemeenschap met deze saldi rekening werd gehouden.

Bedoelde saldi zijn dus tegoeden die dan ook niets te maken hebben met de zogenaamde lasten van het verleden.

En nu dringt de regering de gewesten en de gemeenschappen een regeling op waarbij de saldi, die hun in feite toekomen, gebruikt worden om de lasten van het verleden te dekken.

Saldi en lasten hebben echter een totaal andere oorsprong en het gebruiken van het ene om het andere te regelen, vermindert eens te meer de financiële mogelijkheden van de gewesten en van de gemeenschappen.

De begroting van het Vlaamse Gewest zal hierdoor een structureel tekort vertonen van 5 à 6 miljard.

De heer Debussère. — Veel meer.

De heer Seeuws. — Allicht.

Het ontwerp holt de financiële basis waarop de staatshervorming van 1980 steunt, systematisch uit.

Dit gebeurde reeds door de schrapping van artikel 16 van de gewone wet van augustus 1980 waardoor de overheveling van de belastingbevoegdheid van de provincies naar de gewesten teniet werd gedaan.

Dit gebeurde een tweede keer door het schrappen van de meerwaardebelasting die in artikel 15 van de gewone wet was ingeschreven en duidelijk was gereserveerd voor het betalen van de planschade.

Het gewest zal die nu zelf moeten dragen ondanks het feit dat de meeste gewestplannen werden uitgevaardigd onder de nationale regering. Het Vlaamse Gewest is dubbel getroffen omdat het de meeste goedgekeurde gewestplannen had.

Een derde keer gebeurde dat door het schrappen van de successierechten die Vlaanderen 5,5 miljard hadden moeten opbrengen.

De successierechten worden daardoor feitelijk weer nationaal alhoewel ze behoorden tot de te rustorneren belastingen, nodig om de aangelegenheden bedoeld in artikels 107^{quater} en 59^{bis} te financieren, en niet om de lasten uit het verleden te betalen.

De opbrengst van de successierechten is trouwens niet gewaarborgd. Ik heb de vraag gesteld in de commissie maar geen antwoord gekregen, of het waar is dat voor 1983 deze erfenisrechten al 1,5 miljard lager liggen, dat is 12 pct. van de door de regering geraamde opbrengsten.

Het is anderzijds duidelijk dat, indien men later het niveau van de successierechten wijzigt, dit een rechtstreekse invloed zal hebben op het financieringsmechanisme van dit ontwerp.

Ook inzake belastingtechniek is het rechtstreeks affecteren van belastingen aan bepaalde uitgaven in ons land hoogst ongebruikelijk.

Verder kan de rechtsopvolging door de gewesten meer uitgaven meebrengen dan werd verwacht, terwijl de thesaurietekorten van de gewesten nu reeds hoger liggen dan de cijfers die door de regering worden aangehaald.

De kredietwaardigheid van de gewesten wordt, door op deze manier de gewone wet van 1980 te wijzigen, in het gedrang gebracht.

Het wetsontwerp legt de uitgaven wel duidelijk vast, maar de inkomsten zijn veel minder zeker.

Ook de Vlaamse executieve oordeelde trouwens in haar advies dat het wetsontwerp onvoldoende garanties geeft in verband met de financiële verantwoordelijkheid van de gewesten, wat de voorzitter van de executieve daarover in zijn persoonlijke naam ook verklaarde, zonder zijn collega's daaromtrent te hebben geraadpleegd.

De zogenaamde waarborgen zijn niet duidelijk en de ministers spraken zich in het Kamerdebat voortdurend tegen.

Dit ontwerp breekt door de financieringsformule het begrip « nationale solidariteit » af, doch het is ook geen feitelijke regionalisering aangezien de gewesten geen enkele bevoegdheid krijgen.

De voorgestelde formule — dat is toch al genoegzaam bewezen tijdens de dagenlange debatten, ook in de Kamer van volksvertegenwoordigers — is wel een gevaarlijke voedingsbodem voor communautaire conflicten gebleken, maar de echte budgettaire problemen worden er voor de toekomst niet door opgelost.

Door de koppeling van de saldi en de schulden van het verleden aan een regeling voor de nationale economische sectoren dreigen de gewesten in de financiële vernieling te geraken.

We kunnen het financieringsmechanisme opgenomen in de eerste reeks artikelen van dit ontwerp, dan ook beslist niet goedkeuren. (*Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Goossens.

M. Goossens. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, mon intervention relative à l'article premier sera extrêmement brève. Je m'en réfère à ce que les intervenants de mon groupe ont déclaré lors de la discussion générale du projet de loi.

Je voudrais simplement souligner ici les effets juridiquement inacceptables du caractère rétroactif de l'article premier. En effet, cet article dispose que les charges du passé sont à mettre au passif des régions à partir du 1^{er} janvier 1975 et à celui des communautés à partir de 1972.

L'argumentation que je vais exposer est double.

La première branche de l'argumentation tient au fait que les charges en question ont été décidées par des organes du gouvernement central. On se souviendra à cet égard que, pour les régions, les décisions prises à partir du 1^{er} janvier 1975, l'ont été en application de la loi du 1^{er} août 1974, créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107^{quater} de la Constitution.

Cette loi, qui ne pouvait recueillir la majorité spéciale prévue par l'article précité de la Constitution, a été considérée par ses auteurs comme n'étant pas une mise en application dudit article mais, ainsi que son intitulé l'indique, comme une disposition préparatoire à cette application. En conséquence, elle a créé des organes non réellement décentralisés mais seulement « déconcentrés » — pour employer une terminologie empruntée au droit administratif — au sein des institutions nationales. Il s'agissait, d'une part, des comités ministériels formés au sein du gouvernement national et, d'autre part, des conseils de caractère consultatif, constitués à partir du Sénat.

Les arrêtés qui ont été pris en 1975 sont donc des actes du gouvernement belge et leurs conséquences doivent dès lors rester à charge de l'Etat. En les mettant à charge des régions, on opère une dissociation entre l'exercice du pouvoir et les charges et responsabilités qui s'y attachent, de l'autre. Telle est la première raison pour laquelle nous ne pouvons accepter cette imputation aux régions des charges du passé de 1975 à 1980.

En ce qui concerne les communautés, le problème est à peu près semblable. Nous avons connu les conseils culturels créés par la révision de 1970-1971, organismes de caractère normatif émettant des décrets. Ces conseils n'étaient pas dotés d'exécutifs, vous le savez, monsieur le ministre: l'exécution des décrets était assurée par le gouvernement national. En cette matière, on est donc ramené à la même situation que pour les régions.

La deuxième branche de l'argumentation est relative à la question de la personnalité juridique. Ni les régions de la loi de 1974, ni les conseils culturels — les conseils des communautés n'ont été créés qu'en 1980 — n'avaient la personnalité juridique. C'est par conséquent, une anomalie juridique de mettre quoi que ce soit à leur charge. Ceci revient à donner à la personnalité juridique un effet rétroactif. Cette personnalité ne prend cours que le 1^{er} octobre 1980, date de l'entrée en vigueur à la fois des lois spéciale et ordinaire qui ont créé les communautés et les régions telles que nous les connaissons aujourd'hui. Ce n'est qu'à partir de cette dernière date qu'il existe une personnalité susceptible de supporter des charges financières.

Je limiterai pour l'instant ici mon argumentation à ces éléments. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, mijn uiteenzetting betreft de artikelen 1, 2, 3 en 4 van dit ontwerp. Een eerste vaststelling is dat door de voorliggende tekst afbreuk wordt gedaan aan de plechtige toezeggingen en formele verkla-

ringen bij het tot-stand-komen van de wet van 8 augustus 1980. Daarover is weinig discussie mogelijk. De regering heeft dit zelf toegegeven.

Mijn tweede, belangrijke opmerking sluit daar zeer nauw bij aan. Het is ondeugdelijk in een zelfde ontwerp te pogen zowel de lasten uit het verleden als de saldi die toekomen aan de gemeenschappen en de gewesten, te vermengen. Velen zullen het met mij eens zijn dat de lasten die voortspruiten uit de verrichtingen van de gemeenschappen en de gewesten vóór het tot-stand-komen van de culturele en de gewestelijke autonomie, verbintenissen zijn die louter door de nationale regering en ten behoeve van de nationale regering werden aangegaan.

Bij de bespreking van dit ontwerp wordt er halsstarrig vastgehouden aan de fictie dat de uitgaven die door de gemeenschappen en de gewesten gebeuren als het ware bijkomende lasten zouden zijn voor de totale gemeenschap. Wanneer de gewest- en gemeenschapsvorming harmonisch verloopt, lijdt het toch geen twijfel dat de uitgaven die in het kader van de autonomie gebeuren door de gemeenschappen en de gewesten, vervangende uitgaven zijn, die in de plaats komen van uitgaven die vroeger door de centrale overheid werden gedaan. Daarom gaat de vermenging in een zelfde ontwerp van lasten, iets wat men meesleept, en saldi, iets wat men te goed heeft, niet op.

Wat op een zeker ogenblik voor het voeren van een bepaald beleid ter vervanging van het centraal beleid door de gemeenschappen en de gewesten al dan niet werd besteed, moet worden beschouwd als een verworvenheid. Het Rekenhof is trouwens in lengte van jaren deze stelling blijven onderschrijven. Het is onbillijk zoals in artikel 3 te bepalen dat deze saldi zomaar door de Schatkist verworven zijn en dat het enige doekje voor het bloeden wordt, het schijfsgewijs over verscheidene jaren overdragen van bepaalde tegemoetkomingen aan de gewesten en de gemeenschappen.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, dames en heren, mijn conclusie is hard en kort. In wezen doet men hier aan woordbreuk, vermits deze regering voor een groot gedeelte samengesteld is met leden van de vorige regering, en wordt er door deze manier van werken te kort gedaan aan de werkmiddelen van de gemeenschappen en de gewesten.

Een laatste opmerking heeft te maken met het bepaalde onder artikel 2. De indruk wordt gewekt dat aan de verplichtingen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij wordt tegemoet gekomen. In de voorbije jaren hebben wij telkens mogen vaststellen dat deze maatschappijen binnen een bepaalde opdracht en binnen een bepaald budget een totale vrijheid van handelen hadden.

Deze maatschappijen waren bijvoorbeeld, bij machte om in het buitenland geld te lenen, bijvoorbeeld in yen, in Zwitserse frank of in dollar. Men mag het hier dus niet voorstellen alsof er tegemoetkomingen zijn ten opzichte van de verplichtingen die door de centrale overheid zijn opgenomen.

Mijn voornaamste bezwaren slaan vooral op het eerste deel van het ontwerp, maar ook op het ganse ontwerp, want hierin wordt woordbreuk gepleegd ten opzichte van de bescheiden autonomie die werd vooropgesteld. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, chers collègues, l'article premier m'amène, non pas à répéter mon intervention de tout à l'heure, mais à poser plusieurs questions.

La première découle de la lecture des tableaux de financement qui figurent aux deux annexes que j'ai identifiées tout à l'heure lors de ma réplique au Vice-Premier ministre.

A première vue, je ne vois pas, à partir du crédit qui sera repris à l'article budgétaire concernant le Fonds de solidarité des secteurs nationaux de la région wallonne et de son évolution potentielle, comment on pourra régler, en matière de sidérurgie, des questions fondamentales, telles que celle des amortissements, rendue plus grave par la fermeture des outils — Valfil en est un exemple frappant —, celle des investissements nouveaux et à venir, que le Vice-Premier ministre lui-même impliquait dans son intervention en appelant à la diversification et, enfin, celle des hauts fourneaux, sur lesquels les travaux préparatoires sont absolument muets.

Deuxième question, posée tout à l'heure et qui touche davantage au texte même de l'article qui nous est soumis : pourquoi ce projet organise-

t-il à nouveau, comme je l'ai démontré déjà, une discrimination à l'égard de Bruxelles ?

Pourquoi le Vice-Premier ministre, comme l'ensemble du gouvernement d'ailleurs, part-il du postulat que la personnalité juridique est nécessaire pour l'attribution des ristournes ? Quel est le raisonnement juridique qui appuie cette position ?

Ma troisième question ne trouve pas de réponse dans les travaux préparatoires. Je n'ai pu en parler en commission, sans quoi, croyez-le bien, je l'aurais fait. J'ai été averti de ce que des questions se posaient en ce qui concerne les charges et les soldes du passé relatifs à la région germanophone qui, elle bénéficie de la personnalité juridique depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1983.

Ma quatrième question — et ici je me fais l'écho de remarques qui ont été formulées à la Chambre et en commission sénatoriale par M. Van In — concerne le problème de la plus-value sur les plans de secteurs.

L'un des ministres a fait à la Chambre une déclaration établissant que les régions disposaient, à cet égard, du droit de lever un impôt.

J'aimerais que les conditions d'exercice de ce droit, notamment quant à la définition de l'assiette et du taux, soient fixées de façon plus ample que dans les travaux préparatoires de la Chambre.

Il est évident que le système mis en place à l'article premier va obliger les régions, et en particulier la Région wallonne, à chercher d'autres moyens pour alimenter sa trésorerie.

Ma cinquième question — et je reviens ici à l'obstacle fondamental que j'aperçois dans l'article premier et dans le système proposé — concerne le fait qu'on attribue aux régions les inconvénients, mais non les avantages, d'une personnalité rétroactive, de façon à pouvoir faire jouer un mécanisme de succession.

J'entends bien qu'il peut y avoir succession, même en droit public. Mais — et nous y reviendrons à l'article 2 — s'il peut exister des successions sous bénéfice d'inventaire, par contre, les successions sans inventaire sont beaucoup plus rares. Or c'est ce vers quoi l'on avance. Je voudrais, dès lors, entendre préciser ce point.

Sixième question : le projet reste muet sur un certain nombre de charges du passé, notamment en matière de logement. Le Sénat est saisi d'un autre projet de loi, mais dont l'objet est connexe à celui du présent projet, car il met fin à l'existence de certains parastataux.

Ce projet n'est pas explicite sur la façon dont il faut comprendre la prise en charge des frais importants que constitue le passif d'institutions telles que la SNL — on en a quelque peu discuté en commission avec M. Dehaene —, la Société nationale terrienne — on n'en a pas parlé — et la Société nationale de distribution d'eau.

Toutes ces institutions ont un passif relativement lourd. J'aimerais savoir si le projet que le gouvernement invite le Sénat à voter doit être entendu comme réglant, une fois pour toutes, le problème des charges et soldes du passé et si, en cas de vote du projet, nous serions libres et quittes de toute autre obligation ou s'il faut, au contraire, s'attendre à des obligations complémentaires pour les trésoreries régionales et pour les trésoreries communautaires que peuvent aussi concerner certains organismes.

Enfin, monsieur le Président, je voudrais rappeler que l'article premier illustre de manière particulièrement aveuglante ce que je n'ai cessé de dire, en commission et à cette tribune, à savoir que, loin de vouloir corriger certains défauts de la législation de 1980, le projet les amplifie. C'est le cas pour Bruxelles.

Je voudrais, à l'occasion de la discussion de l'article premier, compléter cette analyse — qui d'ailleurs n'a pas été démentie par le Vice-Premier ministre — par l'affirmation qu'il s'écarterait également des principes fondamentaux du fédéralisme.

En effet, aucun des deux ministres de la Réforme des Institutions n'ignore que, même dans des Etats fédéraux — voyez la Suisse, le Canada, la République fédérale d'Allemagne —, les Etats fédérés reçoivent un certain financement de l'Etat et qu'une partie seulement de ce financement correspond à la loi du « juste retour » appelée quelquefois « principe de la dérivation », ce qui ne va pas sans faire sourire.

Le deuxième mode de financement dans tous les Etats fédéraux correspond au principe de la péréquation financière, c'est-à-dire qu'il participe d'une idée de solidarité — on n'ose plus dire nationale — les Etats fédérés les plus riches aidant les plus pauvres. Pour citer un exemple

exempt de passion à l'heure actuelle, je citerais New York ou la Californie aidant l'Alabama ou le Mississippi.

Ce pourrait être, me semble-t-il, un sujet de réflexion. Car supprimer dans un Etat les flux financiers, revient à supprimer la notion même d'Etat, il faut en être conscient. J'irai jusqu'à dire que, dans un pays comme la Suisse, la majorité des modes de financement des Etats fédérés provient de cette idée de solidarité.

Je souhaiterais à partir de là, souligner une dernière fois que nous assistons au phénomène exactement inverse puisque, comme l'a brillamment démontré M. Lallemand tout à l'heure, on en arrive à régionaliser le budget qui était, selon les déclarations du Premier ministre de l'époque, le centre même de la solidarité entre les diverses composantes de l'Etat.

La régionalisation est non seulement effectuée de manière directe par l'intermédiaire du mécanisme organisé par l'article 7, mais aussi de façon indirecte par l'instauration et par la généralisation du système du retranchement. C'est, me semble-t-il, la preuve aveuglante que nous assistons à une déliquescence du phénomène « Etat ».

Dès lors, je ne parviens pas, malgré mes efforts, à comprendre la double affirmation de M. Dehaene selon laquelle on procède, d'une part, à ce qui peut être appelé une « régionalisation de facto » mais qu'on maintient néanmoins, d'autre part, ce qu'il persiste à appeler « la solidarité nationale ». Il s'agit là d'une solidarité bien curieuse car ce ne sont pas les mieux nantis qui paient pour les plus faibles, mais l'inverse, ce qui me paraît tout à fait contraire, indépendamment de l'idée de nation, à l'idée même de solidarité. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, dames en heren, ik heb zoëven twee keer een vraag gesteld en twee keer geen antwoord gekregen. Ik meen dat het fundamenteel is dat de Senaat eindelijk een antwoord zou krijgen op zeer concrete vragen.

Ik zeg nog eens dat het volgens mij de bedoeling is Cockerill-Sambre rendabel te maken — dat is toch de kern van heel dit debat. Is dat mogelijk of is dat niet mogelijk? Ik zou ook willen weten hoe dat kan worden bereikt.

Ik zeg nog eens dat het bewezen is, internationaal, dat een staalbedrijf ongeveer 400 ton per man en per jaar moet kunnen produceren om rendabel te blijven of te worden.

Ik stel de vraag nog eens duidelijk, want misschien begrijpt u mij niet: hoeveel ton staal zal Cockerill-Sambre produceren met hoeveel mensen? Het kan niet duidelijker, maar de Senaat heeft toch ten minste het recht om een antwoord te krijgen op die vraag. Wanneer ik geen antwoord krijg, zal ik bij elk artikel opnieuw dezelfde vraag stellen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, een aantal sprekers zijn bij de behandeling van artikel 1 voor een deel althans, de algemene bespreking herbegonnen. Dat kan en is conform het reglement. Ik zal daar niet op ingaan, maar mij beperken tot de concrete vragen die werden gesteld.

Ik verwijs zowel mevrouw Maes als de heer Van Ooteghem naar de cijfers van het rapport-Gandois, aangezien het antwoord op hun vragen daarin terug te vinden is.

De heer Van Ooteghem. — Wie is er minister, is dat de heer Gandois, of bent u dat? Ik wil geen antwoord van de heer Gandois, maar van de regering.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Ik antwoord u dat het antwoord van de Belgische regering terug te vinden is in het rapport-Gandois.

De heer Van Ooteghem. — Ik vraag uw antwoord, niet dat van de heer Gandois.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijn antwoord is dat ik u verwijs naar het plan-Gandois.

De heer Van Ooteghem. — Ik zal mijn vraag herhalen bij elk artikel.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer Van Ooteghem, om u die moeite te sparen stel ik voor dat de Voorzitter akteert dat u bij elk artikel uw vraag herhaalt en dat ik telkens verwijs naar mijn antwoord.

Het akkoord met de banken is op dit ogenblik nog niet afgerond en de onderhandelingen zijn aan de gang, maar de perspectieven dat een akkoord zal worden bereikt zijn positief. De goedkeuring van deze wet is een van de elementen om zo'n akkoord te bereiken.

Mevrouw Maes heeft ook over het sociale luik gesproken. Het maakt integraal deel uit van het gehele plan. Het laatste artikel in de wet dat de uitvoeringsdatum laat vastleggen bij koninklijk besluit heeft tot doel dat wij heel het plan zouden kunnen goedkeuren.

De heer Dehousse heeft verwezen naar de problemen in verband met Brussel. Ik stel voor het daarover te hebben bij de bespreking van artikel 8, dat specifiek over deze problematiek handelt.

De lasten uit het verleden vormen het voorwerp van de eerste zes artikelen van dit ontwerp, en meer bepaald van de eerste vier artikelen.

Verscheidene sprekers hebben erop gewezen dat de regeling die hier wordt voorgesteld, niet beantwoordt aan wat in 1980 was afgesproken. Ik heb in mijn toelichting in de algemene bespreking bevestigd dat dit inderdaad juist is, maar dat de regering, gelet op de moeilijkheden op het gebied van de staatsfinanciën, ertoe verplicht was voor deze oplossing te opteren.

In de Kamer heb ik trouwens verwezen naar een voorgaande waarmee ook niemand gelukkig is, namelijk het feit dat het groeiritm van het Gemeentefonds moest worden herzien, omdat, wegens de financiële moeilijkheden de oorspronkelijk geplande evolutie niet mogelijk was.

Uit de voorafgaande werkzaamheden is ook gebleken dat de lasten die nu worden geregeld die zijn welke op het ogenblik gekend zijn.

Er blijft een probleem voor de lasten ingevolge planschade en staatswaarborg die nog niet kunnen worden berekend. Daarover zal nog moeten worden onderhandeld. Door beide problemen op dezelfde basis, via de successierechten te regelen, hebben wij, in tegenstelling tot wat de heer Seeuws beweert, een systeem kunnen uitwerken dat ons toelaat deze problematiek op te lossen binnen de mogelijkheden van ons beleid inzake overheidsfinanciën. Ik geloof niet dat het in twijfel kan worden getrokken dat bij de bespreking van de wet van 1980 uitdrukkelijk werd bepaald dat de lasten van het verleden zouden worden overgenomen door de nieuwe instellingen.

De problematiek van de rechtspersoonlijkheid lijkt mij niet zo belangrijk, aangezien de Raad van State de continuïteit aanvaardt van de instellingen in verband met de bevoegdheden die aan de gemeenschappen en de gewesten werden overgedragen.

Wel kan worden betwist of dit al dan niet uitdrukkelijk in de wet moest worden ingeschreven. Hetzelfde geldt voor de saldi van het verleden, waarvoor evenmin, een wettelijke basis bestaat hoewel wij het normaal vinden dat zij worden overgedragen aan de gewesten en de gemeenschappen. Ook de hier voorgestelde regeling zou dus op dezelfde grond kunnen worden betwist.

De heer Van In heeft de regeling inzake de lasten en saldi van het verleden bestempeld als « woordbreuk ». Wij hebben echter gepoogd een regeling te treffen die in de lijn ligt van wat in 1980 was overeengekomen en die tevens rekening houdt met de huidige financiële toestand, ten einde te vermijden dat een zeer zware hypothec zou worden gelegd op de staatsfinanciën.

De vragen van collega Dehousse in verband met de huisvestingsmaatschappijen zullen nog uitvoerig aan de orde kunnen komen in het kader van een wetsontwerp dienaangaande dat thans wordt besproken in de commissie voor de Institutionele Hervormingen en dat wellicht hier in de komende weken zal kunnen worden behandeld.

Ik wil eindigen met een laatste opmerking van collega Dehousse. Ik ben het met hem eens dat een federale structuur zonder solidariteit in de financiering niet als een federale structuur kan worden beschouwd. Men moet echter terzelfder tijd oog hebben voor het tweede luik van een dergelijk evenwicht, namelijk dat het solidariteitsmechanisme zeer duidelijk moet zijn en dat de tegenhanger daarvan de financiële verantwoordelijkheid is van de gewesten en de gemeenschappen voor de materiële waarvoor zij bevoegd zijn. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, mesdames, messieurs, mon collègue Dehaene ayant répondu à une série de questions techniques et politiques, je me bornerai à ajouter que la problématique de Bruxelles sera traitée à l'occasion de l'examen de l'article 8.

Pour ce qui concerne les problèmes de financement de Cockerill-Sambre, en ce compris ceux relatifs aux amortissements et aux investissements à réaliser, il a été, me semble-t-il donné suffisamment d'explications.

M. Dehousse possède le plan Gandois dans sa version *in extenso* et peut s'y référer. Désormais, Cockerill-Sambre sera traitée comme une entreprise normale et devra, dans le cadre d'un bilan complètement assaini par l'opération de reprise des charges du passé, assurer sa vie normale comme elle n'aurait jamais dû cesser de le faire.

Je voudrais, à l'occasion de l'examen de l'article 1^{er}, à propos duquel une série de déclarations politiques ont été faites, notamment par M. Dehousse, apporter au débat un élément qui devrait — du moins, je l'espère — mettre un terme à la polémique que l'opposition engage avec le gouvernement, contre son projet, en ce qui concerne l'équité du règlement mis en vigueur en matière de soldes et de charges du passé.

Je reconnais à M. Dehousse une grande constance dans l'effort pour faire triompher le point de vue le plus avantageux possible pour les régions et les communautés au niveau du règlement de cette problématique.

Je voudrais cependant lui faire remarquer et, par la même occasion en informer le Sénat, qu'il n'a pas toujours trouvé devant lui des interlocuteurs aussi attentifs aux demandes qu'il formule que l'actuel gouvernement. En effet, la solution maintenant trouvée, dans ce domaine, est incomparablement avantageuse pour les régions et les communautés par rapport à celle que prévoyait le gouvernement dont les amis de M. Dehousse faisaient partie.

Il sera, je crois, intéressant pour le Sénat de méditer sur la demande faite par M. Dehousse à propos d'un règlement qu'il jugeait à l'époque équitable, du problème des soldes et des charges du passé, en septembre 1981 et sur la réponse que lui a adressé le Vice-Premier ministre et ministre du Budget à l'époque, M. Mathot.

M. Dehousse avait, comme il le fait encore actuellement, sollicité — il était ministre de la Région wallonne dans ce gouvernement — un certain nombre d'avantages pour les régions et, en particulier, le transfert des soldes des années précédentes.

Son collègue M. Mathot lui a répondu fin septembre 1981 — j'ai la lettre sous les yeux et je passe sur les préambules et les éléments techniques : « Quant au problème du versement des soldes de crédits de paiement au 31 décembre 1980, je ne puis partager votre point de vue qui semble envisager un apport supplémentaire en 1981, au-delà de la dotation fixée conformément aux clefs de répartition.

A ma connaissance, le CMRI ne s'est pas prononcé sur ce problème et il me paraît peu vraisemblable qu'il accepte cette proposition. Les lois de réformes institutionnelles ont fixé, à partir de 1982 — je le concède — le mode de calcul des dotations.

Toutefois, le gouvernement a décidé, tant pour 1980 que pour 1981, de fixer les dotations aux régions et aux communautés, en appliquant les clefs de répartition prévues dans cette loi, d'une part, et en prenant en considération le fait que ces dotations constituent des plafonds qui ne peuvent être dépassés, d'autre part.

Si des soldes de crédits de l'année précédente ou des soldes de fonds de la section particulière subsistent, les dépenses à charge de ces soldes devront nécessairement se faire dans les limites de la dotation légale, majorée éventuellement des recettes particulières propres à chaque région ou communauté. »

(...)

« Les soldes au 31 décembre 1980 des crédits propres de 1980 reportés à 1981 sont donc couverts par les soldes des dotations versées en 1980. Il en est, bien sûr, de même pour les crédits de 1980 virés à la section particulière.

Un versement supplémentaire aux comptes régionaux et communautaires ferait assurément double emploi avec la dotation légale de 1980. Vous comprendrez, dès lors, qu'il ne m'est possible de réserver une suite favorable à ce problème, d'autant plus qu'à partir de 1982, les communautés et les régions établiront leur budget compte tenu des différentes recettes dont elles disposeront, conformément à l'article 1^{er} de la loi ordinaire des réformes institutionnelles, et qui constitueront

le budget des Voies et Moyens de chacune des communautés et des régions. »

Si bien que, si le gouvernement, dont M. Mathot était Vice-Premier ministre et ministre du Budget, n'avait pas connu, en septembre 1981, une fin prématurée, dans les circonstances qu'on sait, monsieur Dehousse vous réclameriez peut-être encore aujourd'hui à M. Mathot, ce que le gouvernement actuel a prévu d'accorder dans le projet de loi qui est soumis à vos délibérations. A l'époque, vous demandiez beaucoup moins, mais M. Mathot n'était pas prêt pour autant à vous l'accorder.

Je pense que la cause est entendue. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, chers collègues, nous venons d'entendre des propos très intéressants.

Toutefois, certains silences m'ont paru inquiétants. C'est ainsi que M. Dehaene n'a pas répondu à la question précise que je lui avais posée au sujet de la communauté germanophone. Pourquoi celle-ci n'est-elle pas traitée dans le cadre global? Une mesure particulière est-elle en préparation? A quoi faut-il s'attendre?

Autre imprécision : on nous dit que les problèmes relatifs à la SNL et à la SNDE seront abordés ultérieurement. Cela signifie qu'après avoir voté ce projet, toute la lumière n'aura pas été faite sur la totalité des charges et des soldes. Ce problème important me paraît mériter plus qu'un simple revers de la main.

Troisième remarque : on nous dit que le problème de Bruxelles sera discuté lors de l'examen de l'article 8. Je fais appel à la mémoire de M. Dehaene, car je la sais sans failles.

Quand nous avons discuté en commission de l'article 6, sur base d'un amendement que j'avais déposé, vous m'avez répondu, monsieur le ministre, que ce n'était pas à l'article 6 qu'il fallait aborder ce point, mais à l'article 8 ou, mieux, à l'article premier.

Maintenant, vous estimez qu'il faut attendre l'examen de l'article 8. Mais attendre l'article 8 ce serait accepter la logique de la discrimination à l'encontre de Bruxelles, puisque c'est l'article 1^{er} qui organise cette discrimination!

J'estime dès lors que le gouvernement doit se prononcer dès à présent à cet égard.

Le fait qu'il choisisse de ne pas le faire en dit long sur le type de réponse qu'il donnera dans la suite de la discussion.

Quant à l'affirmation de M. Dehaene qui entend seulement répondre aux questions qui concernent l'article premier, et qui prétend, pour les autres, attendre la suite de la discussion, c'est exactement ce qu'il a déjà dit en commission.

Mais lorsqu'on est arrivé à l'examen des articles suivants, M. Dehaene avait disparu et il a fallu reposer toutes les questions. Il ne s'agit donc pas de me faire le reproche de reprendre la parole un certain nombre de fois aujourd'hui.

J'en arrive à ce que vient de dire le Vice-Premier ministre, M. Gol, et qui est au demeurant parfaitement exact, mais qui ne met pas du tout un frein à l'obstination avec laquelle je défends des intérêts légitimes à mon sens.

M. Gol est à la fois fin connaisseur, bon archiviste et excellent plaideur. Ce n'est pas parce qu'on est excellent plaideur, qu'un certain nombre de faits à la cause peuvent disparaître dans un effet de manche.

Voulez-vous me faire dire que la vision que je défendais lorsque j'étais membre du gouvernement central correspond encore à celle que je défends maintenant? C'est l'évidence; vous ne l'avez du reste pas mise en cause.

Voulez-vous me faire dire que cette vision que je n'étais pas le seul à défendre, puisqu'il existait déjà un exécutif régional que vous aviez contribué à créer, n'était pas partagée par tous et notamment par M. Mathot? Je vous en donne volontiers acte. J'ai d'ailleurs eu connaissance avant vous, par définition, de la lettre dont vous avez fait état.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je voulais simplement démontrer, monsieur Dehousse, que les événements et la lettre auxquels je me suis référé prouvent qu'un gouvernement central, dont vos amis feraient partie, ne pourraient faire plus que nous pour les soldes et les charges du passé

des communautés et des régions. Ce gouvernement, la lettre le démontre, ferait beaucoup moins.

Ne me forcez pas à aller au-delà et à évoquer les réponses que vous vous apprêtez à faire à M. Mathot si le gouvernement n'était pas inopinément tombé.

M. Dehousse. — Vous pouvez citer toutes les lettres que vous voulez. Je ne crains pas que ma signature m'expose à d'autres reproches que celui de l'obstination.

Vous semblez oublier que si M. Mathot avait parfaitement le droit — et il en a usé — d'exprimer son point de vue, il n'a pas été en état de le faire partager par le gouvernement de l'époque, et ce dernier n'est pas tombé le lendemain. Ce n'est tout de même pas l'échange de lettres entre M. Mathot et moi qui a provoqué la chute du gouvernement.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je vous le concède.

M. Dehousse. — Il peut arriver — et j'imagine que cela se présente parfois aussi au sein du gouvernement dont vous faites partie — que des membres soutiennent des thèses qui, au départ, ne sont pas toujours parfaitement convergentes. C'est ce qui est arrivé entre M. Mathot et moi, quels que soient les liens qui, par ailleurs m'unissent à lui. Mais il se fait, et c'est un élément important, que le gouvernement de l'époque n'a pas tranché.

Dès lors, mon problème n'est pas de savoir ce qu'un gouvernement aurait pu faire...

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ce n'est pas qu'il n'a pas tranché, c'est plutôt qu'il ne vous a pas donné l'argent que vous lui demandiez et qui vous est accordé maintenant seulement.

M. Dehousse. — Le gouvernement n'a pas tranché; il n'est pas arrivé à formuler une proposition et j'y suis pour quelque chose, car son projet ne recevait pas mon agrément.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Vous nous attendiez! (*Sourires.*)

M. Dehousse. — On attend toujours mieux. Je vous avouerai que je l'attendais alors et que je l'attends encore aujourd'hui, si c'est cela que vous voulez me faire dire.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Nous sommes perfectibles.

M. Dehousse. — Disons que voilà certainement un postulat plus acceptable que celui que vous avez donné tout à l'heure. En tout cas, géométriquement, on peut apercevoir la possibilité d'un amélioration.

Si vous voulez me faire dire que demain, je tiendrais à nouveau les mêmes propos sous un gouvernement composé différemment, je réponds par l'affirmative, car ces propos sont justes et raisonnables. Ils l'étaient en 1981 et le sont encore en 1984.

Vous ayant écouté toujours avec la même attention, puis-je vous renvoyer à la lettre dont vous avez donné lecture et que j'ai considérée comme inacceptable à l'époque? M. Mathot fait état du fait que les régions devront assumer un certain nombre de charges « compte tenu des recettes dont elles disposeront ».

Mais dans cette phrase, monsieur le Vice-premier ministre, il n'était pas prévu que le gouvernement suivant allait, comme je l'ai montré, de cinq manières différentes, diminuer les ressources des régions, d'une façon dont M. Lallemand a montré le caractère surprenant, et augmenter considérablement leurs charges.

Dès lors, votre démonstration est intéressante et pertinente, mais n'arrive pas à convaincre. Le problème de l'équité envers les régions en général et la Région wallonne en particulier reste posé. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de bespreking gesloten van artikel 1.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion de l'article premier est close.

L'article 2 est ainsi rédigé:

Art. 2. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, l'Etat reste tenu par la garantie qu'il a donnée à l'exécution des décisions et engagements visés à l'article 1^{er}, en ce compris les clauses de rachat de titres auxquelles il a souscrit. En cas de mise en œuvre de cette garantie ou de ces clauses l'Etat recouvre à charge de la communauté ou de la région, selon le cas, les dépenses qu'il a dû faire.

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, les charges suivantes des emprunts contractés par la Société nationale du Logement et par la Société nationale terrienne sont à charge de l'Etat à partir du 1^{er} janvier 1983:

a) Les remboursements et amortissements en capital des emprunts contractés entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979;

b) Toutes les charges financières des emprunts contractés en 1975 et 1976 afin d'honorer les engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975. Pour les charges financières découlant de ces emprunts pour les années 1981 et 1982, un crédit supplémentaire est alloué à la Région wallonne et à la Région flamande, dont le paiement est réparti en tranches égales sur sept années, à partir de 1983.

§ 3. Les montants des charges financières et du crédit visés au § 2 sont fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'exécutif régional wallon et de l'exécutif flamand.

Art. 2. § 1. In afwijking van artikel 1, blijft de Staat gehouden door de waarborg die hij heeft verleend voor de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde beslissingen en verbintenissen, met inbegrip van de door hem onderschreven bedingen van wederinkoop van titels. In geval van toepassing van deze waarborg of van deze bedingen, verhaalt de Staat de gedane uitgaven op de Gemeenschap of het Gewest, naargelang van het geval.

§ 2. In afwijking van artikel 1, zijn de volgende lasten van de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en door de Nationale Landmaatschappij aangegane leningen vanaf 1 januari 1983 ten laste van de Staat:

a) De kapitaalaflossingen en -terugbetalingen van de leningen die werden aangegaan tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979;

b) Alle financiële lasten van de leningen die werden afgesloten in 1975 en 1976 om verbintenissen te honoreren die voor 1 januari 1975 werden aangegaan. Voor de voor de jaren 1981 en 1982 uit deze leningen voortgekomen financiële lasten wordt aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest een bijkomend krediet toegekend, waarvan de betaling over zeven jaar, met ingang van 1983, in gelijke delen geschiedt.

§ 3. De bedragen van de in § 2 bedoelde financiële lasten en van het in § 2 bedoelde krediet worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Vlaamse executieve en van de Waalse Gewestexecutieve.

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou van de regering willen vernemen hoeveel ton staal Cockerill-Sambre zal produceren en met hoeveel personeelsleden.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, l'article 2 met à charge des régions les garanties de l'Etat accordées entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979 dans les matières régionales.

L'exécutif régional wallon à l'unanimité n'a pu admettre — je l'ai dit dans la discussion générale — ce transfert à la région de charges afférentes à l'exécution de garanties octroyées avant qu'elle dispose de la personnalité juridique.

A l'unanimité également, l'exécutif a, par ailleurs, considéré qu'une telle disposition était contraire aux travaux préparatoires des lois de réformes institutionnelles.

A cet égard, comme M. Lallemand, je me suis penché sur les travaux préparatoires, notamment la loi de 1980, et en particulier sur le document 627 dont je vous engage à lire le numéro 10, page 126.

Dans le cadre d'une discussion fort intéressante, le député Lenaerts proposait un amendement visant à préciser que les régions assumeraient les charges inhérentes aux engagements existants en matière de garanties de l'Etat, et ce pour autant qu'ils aient été conclus sur avis des comités ministériels des affaires régionales, de la manière définie par l'arrêté royal du 19 novembre 1974, ou sur avis des exécutifs régionaux de la manière définie par l'arrêté royal du 26 juillet 1979.

Nous nous trouvons donc bien devant un objet fort comparable, pour ne pas dire identique, à celui dont nous discutons aujourd'hui.

Le ministre des Réformes institutionnelles à l'époque a catégoriquement répondu que cet amendement était inacceptable — j'ai donné la référence de sa réponse — « car on ne peut faire de l'autonomie à posteriori. » C'est exactement ce qu'on nous invite à faire quatre ans après le vote de la loi.

Comme on le sait, la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles prévoit dans son article 6, paragraphe 1^{er}, VI, deuxième partie, 3^o, que l'octroi de la garantie de l'Etat requiert la décision du Conseil des ministres, sur proposition des exécutifs.

Le projet créerait donc une situation paradoxale. La région devrait assumer les conséquences de la garantie de l'Etat pour la période antérieure à l'acquisition de sa personnalité juridique — c'est la personnalité rétroactive, si j'ose ainsi m'exprimer —, alors que pour la période postérieure, la Région reste en droit de demander à l'Etat d'octroyer la garantie qui porte le même nom pour la mise en œuvre de compétences régionales.

C'est, vous l'avouerez, assez paradoxal.

D'autres éléments relevés par l'exécutif wallon indiquent également combien il est anormal de faire supporter par les régions la mise en œuvre des garanties de l'Etat accordées antérieurement au 1^{er} octobre 1980.

Primo, il s'agit, comme je l'ai déjà dit et comme leur nom l'indique, de garanties de l'Etat. Secundo, elles ont été accordées à ce titre par des ministres du Roi agissant en tant qu'organes du pouvoir central. Certains de ces ministres n'ont en rien été concernés par la réforme de l'Etat, en ce qu'ils exerçaient la charge, soit de ministre des Finances, soit du Budget.

Pourquoi renonce-t-on à ces signatures? Pourquoi renonce-t-on aux accords du CMCES qui, souvent, étaient nécessaires et étaient évidemment collégiaux à l'époque?

En outre, et l'on bute sans arrêt sur ce fait fondamental, jusqu'au 1^{er} octobre 1980, les régions n'existaient pas comme entités dotées de la personnalité juridique, mais seulement comme simples subdivisions administratives dépourvues de toute personnalité juridique distincte de celle de l'Etat et dont les actes ne pouvaient donc être imputés qu'à l'Etat. On sait d'ailleurs que cette absence de personnalité juridique a été abondamment confirmée par le Conseil d'Etat, la doctrine et les travaux préparatoires de toutes les lois, qu'elles soient de 1974, de 1979 ou d'août 1980.

Deux autres arguments juridiques me paraissent pertinents à ce niveau. D'une part, comment pouvez-vous créer un texte qui remédie postérieurement à l'absence de personnalité juridique alors que l'article 2 du Code civil — et nous sommes en plein en matière de responsabilité — établit que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a pas d'effet rétroactif, principe d'autant plus déterminant quand il s'agit d'une matière financière ou fiscale?

Au surplus, qu'on le veuille ou non, malgré un certain nombre d'astuces de procédure, il est porté atteinte aux droits des tiers, puisque la région n'est pas à même d'assurer la responsabilité financière que le projet se propose de lui confier.

Ces nombreux éléments me permettent, dès lors, d'affirmer qu'outre son caractère « inorthodoxe » — et c'est peu dire —, le projet de loi impute bel et bien aux régions de nouvelles charges incontestablement très importantes.

Mais le comble — et je l'ai dit à votre collègue, M. le Vice-Premier ministre Gol — est que ni les débats à la Chambre ni les travaux en commission du Sénat n'ont abouti à permettre au gouvernement de donner au législatif une idée précise du risque ainsi impliqué. Et je ne parle pas du risque pris au sens industriel. Le gouvernement n'a pu nous donner une idée du montant de la charge.

Souvenez-vous, monsieur le ministre, vous étiez présent en commission lorsque nous avons discuté du fait de savoir si le risque ne pouvait être pesé avec exactitude et mesuré avec une perfection suffisante. Lorsque je vous ai dit que je ne vous questionnais pas sur le risque, mais bien sur le montant et la nature des garanties ainsi que sur la nomenclature des sûretés y afférentes, vous avez bien voulu dire que vous demanderiez à votre collègue des Finances de fournir les renseignements, qui seraient joints au rapport.

Malgré les efforts des rapporteurs, auxquels je rends hommage, il n'a pas été possible d'inclure ce document puisque, au jour où nous avons approuvé le rapport à l'unanimité, la note en question ne leur était toujours pas parvenue; elle ne l'est toujours pas aujourd'hui.

Nous nous trouvons donc dans la situation extraordinaire où l'on demande au législateur de transférer de l'Etat aux régions, au Nord et au Sud — et à Bruxelles avec des modalités spéciales —, une charge juridiquement déterminée, mais pas chiffrée puisque le montant de la charge, on a beau le demander, on n'obtient aucune indication.

S'agit-il de 400 millions? S'agit-il de 4 milliards? S'agit-il de 40 milliards? Personne ne le sait.

On ne m'enlèvera pas de l'idée que cette manière de légiférer n'est pas bonne. Il n'est pas normal qu'un parlement soit appelé à disposer de montants sans savoir si et dans quelle mesure ils peuvent avoir une influence sur la réalité des choses.

C'est pourquoi je reviens à nouveau à la charge et vous demande qu'avant d'imposer unilatéralement aux régions des charges nouvelles, on leur dise au moins, à quelques centaines de millions près, quelles peuvent en être les conséquences financières. Mesurez-vous bien que nous avons aussi des budgets à établir sur le plan régional? En bonne logique, ne serait-il pas normal, si une majorité existe pour transférer des charges, qu'on indique au moins leur montant et qu'il ne s'agisse pas d'un principe aveugle?

Le caractère fragmentaire du projet est encore illustré par le problème des sûretés. A cet égard, monsieur le ministre, vous avez pu nous apporter un certain nombre de déclarations rassurantes, pour lesquelles je vous ai déjà remercié en commission.

Vous nous avez notamment indiqué la règle, que vient d'appuyer à son tour M. Gol, et qui paraît relever, en effet, du droit commun, selon laquelle les sûretés seront réalisées avant que la région ait à payer les dépenses assumées par l'Etat en cas de mise en œuvre de sa garantie.

C'est là un premier élément, dont je vous sais gré d'avoir donné connaissance. Il me serait agréable d'en entendre la confirmation dans votre réponse.

Bien entendu, le fait que les sûretés, en cas de sinistre, soient appelées à jouer avant la garantie de la région, ne règle qu'une partie du problème. Reste alors celui des autres sûretés. Quelles sont-elles? Quel est leur avenir? A quoi sont-elles affectées? Jusques à quand resteront-elles dans leur état actuel? Quelle est la position du gouvernement à cet égard?

Reste aussi le problème de ce que j'appellerai, pour être plus précis, les contributions de garanties. Il s'agit, en quelque sorte, des primes d'assurance payées à l'Etat par le bénéficiaire de la garantie.

Si la majorité émet le vœu de transférer ces garanties, en ce qui concerne les charges, aux régions et aux communautés, l'équité veut que les primes afférentes à ces assurances soient, elles aussi, transférées.

Sur ce point, vous avez été moins précis en commission et M. Gol, lui, a été tout à fait opaque tout à l'heure. C'est pourquoi je me permets de vous demander ce qu'il en est exactement. En commission, vous avez dit qu'on en discuterait avec les communautés et les régions.

Le problème n'est pourtant pas le même. Les communautés, en effet, ne sont pas appelées à donner le même type de garantie, notamment en matière économique. Or il en va tout autrement selon qu'on discute des garanties de grands emprunts ou de la garantie accordée à une grande entreprise.

Il me paraît important, monsieur le ministre, de trouver un mécanisme qui permette, si c'est vraiment le vœu de la majorité de transférer les charges, d'affecter en toute équité et de manière interne au budget de l'Etat, le montant des primes qui ont été versées pour les garanties pendant la même période.

Mutatis mutandis, les mêmes remarques peuvent être formulées à propos des clauses de rachat de titres. Si l'imputation des frais est bien mise à charge des régions, la loi, par ailleurs, ne prévoit pas le transfert de la propriété de ces titres.

Faut-il, dès lors, considérer que c'est la région qui rachète mais que l'Etat reste propriétaire?

C'est la seule question qui n'a pas reçu de réponse formelle après les indications précises que vous avez bien voulu nous donner en commission et pour lesquelles je vous remercie à nouveau.

J'espère que vos réponses, sur cet article, en séance publique, seront aussi positives et aussi rassurantes qu'elles l'ont été en commission.

Puis-je, à titre subsidiaire, vous demander si vous avez une indication en ce qui concerne le montant impliqué par les clauses de rachat dont nous avons déjà parlé? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, voor het antwoord

op zijn vragen verwijs ik de heer Van Ooteghem naar het rapport-Gandois.

De heer Dehousse heeft ook verschillende concrete vragen gesteld.

Les questions concrètes qu'il a posées ont été traitées en commission et je puis confirmer les réponses que j'ai données à ce moment-là, plus particulièrement en ce qui concerne les contributions payées par les institutions lorsque la garantie est donnée.

Cette matière devrait, en effet, être traitée lors de l'application de l'article 2 car, je tiens à le souligner, cet article maintient la garantie de l'Etat dans une première phase. Dans une seconde phase, le problème est celui des relations entre l'Etat et les régions.

Je confirme donc, dans leur ensemble, les réponses concrètes que j'ai données en commission.

Quant aux chiffres dont a parlé M. Dehousse, je n'en dispose pas pour le moment.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, la discussion de l'article 2 est close.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de bespreking gesloten van artikel 2.

L'article 3 est ainsi rédigé:

Art. 3. § 1^{er}. Les soldes existants au 31 décembre 1979 aux articles de la section particulière des budgets culturels et des budgets régionaux, reportés au 1^{er} janvier 1980 aux articles correspondants des budgets des communautés et des régions, sont pris en recette définitive au profit du Trésor dans le compte du budget de 1980, à l'exception des soldes des articles indice C constitués par des fonds gérés et utilisés par des comptables publics.

§ 2. Les soldes existants au 31 décembre 1979 au budget des Dotations culturelles sont reportés au budget des Dotations aux communautés et aux régions. Les soldes des crédits ouverts aux Communautés française et néerlandaise sont annulés.

Les soldes de crédits des budgets régionaux reportés au 1^{er} janvier 1980 sont annulés dans le compte du budget de l'Etat.

§ 3. A partir de l'année budgétaire 1983 et jusqu'à 1989, les communautés et les régions bénéficient d'un crédit supplémentaire correspondant à 1/7 des soldes des crédits annulés, exceptés les soldes relatifs aux articles budgétaires concernant les paiements à la Société nationale du Logement, à la Société nationale terrienne et au Fonds du Logement. Toutefois, des ristournes additionnelles sur impôts et perceptions seront allouées à la Région wallonne et à la Région flamande à partir de 1983 à concurrence de 1/7 du montant des soldes relatifs aux articles budgétaires concernant les paiements d'intérêt aux sociétés susmentionnées.

La Région wallonne bénéficie à partir de l'année budgétaire 1982 d'un crédit supplémentaire correspondant au montant des soldes des crédits parallèles reportés au 1^{er} janvier 1980.

§ 4. Les montants des soldes prévus aux §§ 1^{er}, 2 et 3 et des crédits prévus au § 3 sont fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'exécutif de la Communauté française, de l'exécutif régional wallon et de l'exécutif flamand.

Art. 3. § 1. De bestaande saldi op 31 december 1979 op de artikelen van de afzonderlijke sectie van de culturele begrotingen en de gewestbegrotingen die overgedragen zijn op 1 januari 1980 op de overeenstemmende artikelen van de begrotingen van de gemeenschappen en de gewesten, worden als definitieve ontvangst geboekt ten bate van de Schatkist in de rekening van de begroting 1980, met uitzondering van de saldi van de artikelen met kenletter C die samengesteld zijn door fondsen die beheerd en gebruikt worden door de openbare rekenplichtigen.

§ 2. De bestaande saldi op 31 december 1979 op de begroting van de Culturele Dotaties worden overgedragen op de begroting van de Dotaties aan de gemeenschappen en de gewesten. De saldi van de voor de Franse en de Vlaamse Gemeenschap geopende kredieten worden geannuleerd.

De saldi van de kredieten van de regionale begrotingen, overgedragen op 1 januari 1980, worden geannuleerd in de rekening van de rijksbegroting.

§ 3. De gemeenschappen en de gewesten genieten vanaf het begrotingsjaar 1983 en tot in 1989 van een bijkomend krediet, dat overeenstemt met 1/7 van de saldi van de kredieten die werden geannuleerd, de saldi met betrekking tot begrotingsartikelen die betalingen aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Nationale Landmaatschappij en

het Woningfonds betreffen, uitgezonderd. Evenwel worden aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest vanaf 1983 bijkomende *ristorno's* op belastingen en heffingen toegekend ten belope van 1/7 van de saldi met betrekking tot begrotingsartikelen die interestbetalingen aan de hierboven vermelde instellingen betreffen.

Het Waalse Gewest geniet vanaf het begrotingsjaar 1982 van een bijkomend krediet, dat overeenstemt met het bedrag van de saldi van de parallelle kredieten, overgedragen op 1 januari 1980.

§ 4. De bedragen van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde saldi en van de in § 3 bedoelde kredieten worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Vlaamse executieve, van de Franse gemeenschapsexecutieve en van de Waalse gewestsexecutieve.

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de minister, ik wou graag weten hoeveel staal Cockerill-Sambre zal produceren en met hoeveel mensen. Ik kan geen vrede nemen met uw antwoord waarin u enkel verwijst naar het rapport-Gandois. Misschien kent u de juiste cijfers niet — u geeft in ieder geval die indruk — maar dan kan u een ambtenaar telefoneren om deze informatie.

Een verwijzing naar het rapport-Gandois is bovendien niet relevant omdat intussen een synergie is ontstaan tussen Sidmar, Cockerill-Sambre en Arbed waarvan in het rapport-Gandois niet wordt gesproken.

Mijnheer de Voorzitter, het antwoord van de minister doet bijgevolg niets ter zake. Ik zou graag de actuele gegevens kennen die ik daarnet heb gevraagd. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, nous entrons, avec l'article 3, dans le vaste domaine des chiffres, mais nous rencontrons également un certain nombre de principes.

Je note que, d'après les tableaux qui nous ont été fournis, en annexe I au document 834, n° 1, de la Chambre de représentants, les soldes de crédits annulés s'élèvent, pour la Région wallonne, à 13,112 milliards et, pour la Région flamande, à 13,483 milliards.

Il existe donc, au départ, la chose mérite d'être relevée, une certaine égalité entre la région du Nord et la région du Sud.

L'Etat et les régions sont des personnes juridiques différentes. J' imagine que c'est la raison pour laquelle on a recours à une décision spéciale et à une intervention expresse du législateur.

Mais j'aimerais, sur ce point, recevoir une confirmation car cette question n'est pas purement académique; ses conséquences sont à la fois politiques et budgétaires.

Par ailleurs, la liquidation des soldes de crédits parallèles aura lieu — vous nous l'avez dit en commission, monsieur le ministre —, à partir de 1982, c'est-à-dire avec quelque rétroactivité, et s'étalera jusqu'en 1984.

Ceci est évidemment en rupture avec l'orthodoxie budgétaire, mais on n'en est pas à une inorthodoxie près dans ce domaine.

J'acte que les soldes relatifs aux crédits parallèles seront liquidés sur trois exercices; c'est un point relativement satisfaisant.

Je déplore, par contre, que les crédits parallèles aient été inscrits dans le scénario d'assistance. J'ai déjà fait état de ce problème, je n'y reviens donc pas.

Je note aussi que pour les autres soldes, la loi prévoit que les régions bénéficient d'un crédit supplémentaire correspondant à un septième des soldes des crédits annulés, excepté les soldes relatifs aux articles budgétaires concernant le logement. Ainsi, les soldes seront liquidés sur sept ans, alors que les exécutifs, et particulièrement le nôtre, ont toujours insisté pour que ceux-ci soient liquidés sur quatre exercices.

Là n'est pas mon seul grief.

L'article 6 du projet d'arrêté royal numéroté figurant en annexe du projet de loi fixait forfaitairement l'intervention de l'Etat à 3,5 milliards pour la Région wallonne et à 5,3 milliards pour la Région flamande, ce qui correspond respectivement à 39,7 p.c. et 60,2 p.c. Cela me paraît assez étrange.

De par le mécanisme choisi, on est donc sorti de l'égalité de fait qui existait au moment de l'annulation des crédits et par là même de la clef des dotations. Vous m'avez répondu en commission qu'il s'agissait de la clef des ristournes. Je vous ai demandé de quelles ristournes il s'agissait et je suis toujours sans réponse de votre part. J'ignore à quel « cocktail » d'impôts vous vous référez. J'aimerais que vous éclairciez ce point.

J'aimerais également savoir pourquoi, quand il s'agit de crédits annulés — pour lequel le système des crédits affectés sur ristourne n'était pas encore applicable — on fait jouer le système des ristournes par rapport au solde des crédits annulés constatés sur la base de la réalité. Je vous défie bien de me fournir une lettre de M. Mathot relative à ce problème. C'est une invention toute récente.

Une deuxième question qui concerne également le problème du logement, est restée sans réponse en commission. Dans le rapport au Roi du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat le 21 octobre 1983, le gouvernement s'expliquait de la manière suivante: «En outre, des ristournes additionnelles seront allouées aux Régions wallonne et flamande à partir de 1983, à concurrence d'un septième du montant des soldes relatifs au paiement d'intérêts à la SNL, à la SNT et au Fonds du Logement, à savoir un milliard 640 millions.»

Or les tableaux fournis par le cabinet du ministre des Finances au Comité de concertation, reproduits en annexe de l'accord du 21 juillet 1983, laissent apparaître que la Région flamande recevra un milliard 64 millions par an, soit 65 p.c., alors que la Région wallonne recevra 575 millions par an, soit 35 p.c. Cette deuxième manipulation permet de faire jouer la clef des ristournes avec effet rétroactif pour une période pendant laquelle celle-ci n'était pas applicable. Je ne peux admettre cette décision, d'autant plus que je ne la comprends pas.

Telles sont les questions que je voulais vous poser, monsieur le ministre.

Pour le reste, vous avez ajouté en commission que les chiffres définitifs devront être fixés en concertation avec les exécutifs, au moment où le règlement entrera en vigueur.

Emporté par votre élan, vous avez complété votre phrase en disant: «A cet égard, le gouvernement tiendra compte des avis des exécutifs.» Puis-je vous demander s'il s'agissait d'avis ou d'une concertation car ce n'est pas la même chose?

En effet, lors d'une concertation, nous nous sommes vus, à plusieurs reprises, pour déterminer les chiffres, notamment en ce qui concerne les charges et les soldes du passé; lorsqu'il s'agit d'un avis, on procède par échange de lettres, ce qui est fort différent.

Je voudrais dès lors, savoir jusqu'où va le degré d'intimité appelé à régner entre le gouvernement central et les exécutifs régionaux. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan niet anders dan aan de heer Van Ooteghem hetzelfde antwoord geven.

Om de bespreking van de volgende artikelen in te korten, kan ik hem troosten met het feit dat de problematiek die hij heeft aangehaald wellicht meer aan de orde kan komen bij de behandeling van de artikelen die werkelijk de nationale sectoren betreffen.

De vragen van de heer Dehousse in verband met die verdeelsleutels komen steeds op hetzelfde neer. Wij hebben inderdaad, zoals hij terecht deed opmerken en dat was reeds het geval voor het ontwerp dat in de Kamer was ingediend, in het bijstandsscenario dat overlegd werd met de gewesten op een zeker ogenblik het element *ristorno* ingebouwd. Wij wensten inderdaad ook dat element uit de oorspronkelijke afspraken van 1980 te behouden.

Bij de middelen die worden overgedragen om de lasten van het verleden door de gewesten te helpen dragen, wensten wij een deel *ristorno's* in te voegen omdat het middelen zijn die, eenmaal dat de lasten van het verleden voorbij zijn, als eigen middelen aan de gewesten verworven blijven.

De cijfers die de heer Dehousse citeert in termen van verdeelsleutels en van feitelijke verdeling van het bedrag van 1,6 miljard, vloeien voort uit de toepassing van de *ristornotechniek*. De regering is hier gewoon de lijst van de *ristorno's* verder afgegaan om dit element mede te financieren. Indien ik mij niet vergis, was het de beurt aan de registratierechten op het ogenblik dat we dit hebben gefinancierd.

Tenslotte wat betreft de vraag in verband met het overleg, schrijft de wet uitdrukkelijk dit advies voor. Wat echter deze problematiek aangaat, ben ik van oordeel dat het overleg met de gemeenschappen reeds is gebeurd tijdens de voorbereiding van het scenario zoals het thans is tot stand gekomen. Maar door de techniek van het advies in te schrijven in deze wet zullen de gewesten de kans krijgen om na te gaan of de besluiten beantwoorden aan wat uit het overleg is voortgekomen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, mag ik het antwoord van de minister aldus interpreteren dat ik bij de bespreking van artikel 7 een zinnig en volledig antwoord op mijn vraag kan krijgen?

Indien hij dat niet kan beloven, zal ik verplicht zijn bij elk artikel hetzelfde te vragen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — U mag mijn antwoord zo interpreteren dat vanaf artikel 7 de minister van Economische Zaken, die over alle gegevens beschikt, hier ook aanwezig zal zijn.

De heer Van Ooteghem. — Zeg dan onmiddellijk dat u het niet weet!

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, toutes elliptiques qu'elles soient — ce qu'on peut comprendre à cette heure —, les réponses de M. Dehaene n'en contiennent pas moins des éléments fort intéressants. Je me suis empressé de noter la phrase suivante, que je me hâte de reproduire: «Nous avons introduit l'élément de ristourne.»

Vous confirmez ainsi, monsieur le ministre, le côté arbitraire et délibéré de l'introduction de l'élément de ristourne dans un domaine dans lequel il n'a normalement rien à voir.

Que vous le fassiez au nom d'un accord politique, témoigne en faveur de votre force de négociation et contre la faiblesse de celle de vos partenaires. Mais vous ajoutez que vous agissez ainsi pour tenir compte de l'accord de 1980, méconnaissant totalement et la lettre et l'esprit de la réforme.

En effet, il n'a jamais été question de ristourne autrement que pour financer les compléments aux charges afférentes aux matières régionales. Maintenant, le système des ristournes s'étend comme la gale — je ne fais pas allusion à un de nos collègues — et frappe le transfert des administrations, et celui des soldes et des charges du passé avec un tel effet qu'après avoir constaté cette caractéristique juridique nouvelle de la personnalité rétroactive, nous avons maintenant, dans le cadre de l'article 3, une ristourne rétroactive.

Cela me paraît digne d'être noté, parce que cela témoigne de la persévérance que le gouvernement met à désarticuler et à démembrer l'accord fondamental de 1980. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, la discussion de l'article 3 est close.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de bespreking van artikel 3 gesloten.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. Nous les reprendrons à 19 h 30 par la discussion de l'article 4 proprement dit.

PROJET DE LOI — ONTWERP VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Le gouvernement a déposé un projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de 1984.

De regering heeft ingediend een ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1984.

— Renvoi à la commission de l'Economie.

Verwezen naar de commissie voor de Economische Aangelegenheden.

M. le Président. — Le Sénat se réunira à 19 h 30 m.

De Senaat vergadert opnieuw te 19 u. 30 m.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 18 h 30 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 18 u. 30 m.*)

1514